



JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 88.
N° 19.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15
NO TETEPA 1939

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Étranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

PROCLAMATION

La mobilisation générale a été
décrétée à partir du Samedi 2
Septembre 1939.

L'état de guerre existe avec
l'Allemagne à compter du 3 Sep-
tembre 1939, à 17 heures.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

1939 28 mai	Décret portant organisation du cadre général des Ser- vices civils des colonies autres que l'Indochine, suivi d'un rectificatif (Arrêté de promulgation n° 873 c., du 8 septembre 1939)	364
2 juin	Décret relatif à l'indication d'origine de certains pro- duits étrangers dans les Etablissements français de l'Océanie suivi : a) du décret du 31 août 1938 relatif à l'indication d'o- rigine de certains produits étrangers (appareils élec- triques de chauffage domestique et fers à repasser électriques, b) du décret du 31 août 1938 relatif à l'indication d'o- rigine de certains produits étrangers (indicateur de direction et essuie-glaces automatiques pour véhi- cules automobiles (Arrêté de promulgation n° 873 c., du 8 septembre 1939)	370
3 juin	Décret relatif à la tarification douanière des bicyclettes et pièces détachées dans les Etablissements français de l'Océanie, suivi de la délibération du Conseil Privé des Etablissements français de l'Océanie et d'un rec- tificatif (Arrêté de promulgation n° 873 c., du 8 sep- tembre 1939)	371

19 juin	Décret instituant une médaille d'honneur en argent en faveur du personnel des cadres locaux du Service des Douanes des colonies (Arrêté de promulgation n° 873 c., du 8 septembre 1939)	372
31 août	Décret étendant les délais pour les élections partielles (Arrêté de promulgation n° 885 c., du 11 septembre 1939)	372
2 sept.	Décret prévu par l'article 28 du décret du 2 mai 1939 susvisé étendant aux colonies les règles posées par les articles 20, 22 et 23 de la loi du 11 juillet 1938 concernant l'organisation de la Nation en temps de guerre par l'article 26, les articles 28 à 39 inclus et l'article 42 du décret du 28 novembre 1938 sur les réquisitions dans la métropole et le décret du 5 jan- vier 1939 sur les recensements dans la métropole, sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie (Arrêté de promulgation n° 882 a.p.e., du 11 septembre 1939). — Les textes de ces décrets se- ront publiés dès l'arrivée dans la Colonie des Jour- naux officiels de la République Française... ..	373
8 sept.	Décret étendant les délais pour les élections partielles des corps élus aux colonies (Arrêté de promulgation n° 885 c., du 11 septembre 1939)	373
	Naturalisation. — M. Abe (Hanzo)	373

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1939 27 janv.	Arrêté n° 83 a.g.f., fixant le statut du personnel auxi- liaire	373
28 fév.	Arrêté n° 212 a.g.f., fixant la hiérarchie et portant re- levement des traitements des médecins du Service local	378
26 août	Arrêté n° 320 d.n., ouvrant le droit aux réquisitions civiles et militaires	378
29 août	Arrêté n° 341 co., rendant exécutoires des rôles prin- cipaux et supplémentaires de l'impôt des routes, de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe additionnelle de 10 % c.c., de la taxe sur les chiens, de la taxe sur les voi- tures, du droit fixe et supplémentaire sur les asia- tiques, de la taxe additionnelle de 5 % ordinaire et 5 % extraordinaire de la Commune de Papeete, de la taxe sur les armes pour les années 1937, 1938 et 1939	379
2 sept.	Arrêté n° 855 d.e.c.r., concernant la déclaration des stocks de certains produits	380
2 sept.	Arrêté n° 856 d.e.c.r., portant création d'une com- mission d'importation-exportation à Papeete	380

4 sept.	Décision n° 353 c., nommant M. Giovanelli (Joseph), ingénieur adjoint de 2 ^{me} classe du cadre général des Ingénieurs météorologistes coloniaux, Chef du Service météorologique par intérim.....	381
4 sept.	Arrêté n° 361 d., portant remboursement de la somme de : <i>Cinquante neuf mille sept cent quarante six francs quarante trois centimes</i> au profit de la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie.....	381
5 sept.	Décision n° 364 c., nommant une commission.....	381
6 sept.	Arrêté n° 365 c., portant fixation de prix de base des véhicules automobiles susceptibles d'être réquisitionnés pour les besoins de l'armée.....	381
7 sept.	Arrêté n° 363 a.g.f., réglant les heures de travail dans les services de la Colonie.....	382
7 sept.	Arrêté n° 369 a.g.f., accordant une avance sur pension.....	382
7 sept.	Arrêté n° 370 a.g.f., portant attribution du fonds global des subventions en faveur des Etablissements scientifiques pour l'année 1940.....	382
8 sept.	Décision n° 374 j., relative à une liste des personnes qualifiées pour exercer les fonctions de magistrats intérimaires.....	383
9 sept.	Arrêté n° 375 d e.c.r., interdisant jusqu'à nouvel ordre toute hausse sur les loyers.....	383
9 sept.	Arrêté n° 376 a.g.f., réglant provisoirement le cumul de la solde militaire avec les traitements ou appointements du personnel rémunéré sur les fonds du budget local de la colonie et mobilisé et modifiant, en faveur de ce personnel, les règles d'avancement et d'augmentation d'appointements.....	383
11 sept.	Arrêté n° 381 a.g.f., transférant jusqu'à nouvel ordre, délégation de pouvoir.....	384
11 sept.	Arrêté n° 384 a.p.e., admettant le nommé Yérahbeck (Ottmar), à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1895 sur la libération conditionnelle.....	384
12 sept.	Arrêté n° 386 a.g.f., relatif au recrutement du personnel civil auxiliaire nécessaire aux besoins des services de l'Etat pendant la durée de la guerre.....	385
12 sept.	Arrêté n° 387 a.p.e., modifiant certaines dispositions des lois indigènes des Iles Rurutu et Rimatara concernant notamment la repression de l'alcoolisme.....	385
12 sept.	Décision n° 388 c., portant nomination de M. Fuller (Francis), en qualité d'agent auxiliaire des Etablissements français de l'Océanie.....	386
12 sept.	Décision n° 389 j., nommant M. Ahnne (Frédéric), Adjoint des Services civils, Juge suppléant par intérim.....	386
13 sept.	Arrêté n° 391 d., fixant le cours officiel des changes pour la conversion en francs du montant des factures libellées en monnaies étrangères, présentées pour l'application des droits <i>ad valorem</i> perçus à l'entrée dans la Colonie.....	386
13 sept.	Arrêté n° 392 j., réglant la mise sous séquestre provisoire des biens de toute nature appartenant à des ressortissants de l'Allemagne.....	387
	Extraits.....	387

ACTE MUNICIPAL

(Commune-mixte d'Uturoa).

1939 17 août	Arrêté n° 13 donnant à M. Passard (Charles), délégation des pouvoirs de l'ordonnateur du Budget de la Commune-mixte d'Uturoa.....	388
--------------	---	-----

AVIS OFFICIEL

Cabinet. — Avis concernant un concours pour les emplois de commis et d'adjoints des Services civils.....	388
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUE

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois d'août 1939.....	388
--	-----

DIVERS

Annonces commerciales et avis divers.....	389
---	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 873 c. promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie un décret du 28 mai, un décret du 2 juin suivi de deux décrets du 31 août 1938, un décret du 8 juin et un décret du 19 juin 1939.

(Du 8 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la dépêche ministérielle n° 514 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1^o — le décret du 28 mai 1939 portant organisation du cadre général des Services civils des colonies autres que l'Indochine (J. O.R.F. du 1^{er} juin 1939 — page 6927 — Rectificatif au J.O.R.F. du 2 juin 1939 — page 6965);

2^o — le décret du 2 juin 1939 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers dans les Etablissements français de l'Océanie (J.O.R.F. du 7 juin 1939 — page 7161) suivi :

a) du décret du 31 août 1938 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (appareils électriques de chauffage domestique et fers à repasser électriques) (J.O.R.F. du 2 septembre 1938 — page 10388);

b) du décret du 31 août 1938 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (indicateurs de direction et essuie-glaces automatiques pour véhicules automobiles) (J.O.R.F. du 2 septembre 1938 — page 10389).

3^o — le décret du 8 juin 1939 relatif à la tarification douanière des bicyclettes et pièces détachées dans les Etablissements français de l'Océanie (J.O.R.F. du 17 juin 1939 — page 7650) suivi de la délibération du Conseil Privé des E.F.O. (J.O.R.F. du 8 avril 1939) en date du 27 janvier 1939 (rectificatif J.O.R.F. du 23 juin 1939 — page 7894).

4^o — le décret du 19 juin 1939 instituant une médaille d'honneur en argent en faveur du personnel des cadres locaux du Service des Douanes des colonies (J.O.R.F. du 25 juin 1939 — page 8018).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

Organisation du cadre général des services civils des colonies autres que l'Indochine.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 28 mai 1939.

Monsieur le Président,

Toutes les colonies, en dehors de l'Indochine, utilisent, pour seconder les administrateurs, des adjoints et commis

des services civils ; chacun des cadres locaux ainsi constitués comporte un statut, une hiérarchie, des traitements qui diffèrent d'un territoire à un autre.

Un premier décret du 7 mai 1938 a déjà unifié les conditions de recrutement de ces fonctionnaires ; le moment me paraît venu de procéder à une refonte complète des dispositions locales en vigueur et de créer un cadre unique dans lequel viendront s'intégrer tous les agents des services civils actuellement en fonctions.

Le statut du nouveau cadre met en application les principes suivants :

Exiger, à l'entrée dans l'administration, des garanties plus sévères et des connaissances plus étendues ;

Relever la rémunération des fonctionnaires ainsi recrutés, en augmentant, notamment, de façon substantielle les traitements de fin de carrière ;

Réduire, simultanément, les effectifs, de façon à rester dans la limite des disponibilités budgétaires.

Ainsi, et sans transgresser les possibilités financières, une existence digne sera assurée aux fonctionnaires moins nombreux du nouveau cadre des services civils ; il sera sans doute plus facile d'exiger d'eux, en contre-partie, le travail attentif, la tenue et la discipline que l'Etat est en droit d'attendre de tous les fonctionnaires.

Je ne me dissimule pas que de tels principes pourraient servir de base à des mesures plus vastes et comporter une plus large application.

Mais les réformes générales, pour être plus séduisantes, sont souvent d'une réalisation plus problématique.

Aussi me paraît-il préférable de régler immédiatement, et par un texte précis, le statut d'une catégorie déterminée de fonctionnaires ; d'autres cadres seront, par la suite, et après une étude minutieuse, réorganisés sur les mêmes bases.

Tel est l'objet du présent projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 28 mai 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 10 juillet 1920, portant réorganisation du cadre du personnel des administrateurs des colonies et les actes subséquents ;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de déplacement et les passages du personnel relevant du ministère des colonies et les actes subséquents ;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les actes subséquents ;

Vu l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905 ;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique, en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 créant une caisse intercoloniale de retraites et les actes subséquents ;

Vu les lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, modifiées

par celle du 21 juillet 1928 et relatives aux emplois réservés aux invalides, veuves et orphelins de guerre, ainsi qu'aux militaires des armées de terre et de mer, engagés, rengagés, commissionnés ou appartenant au cadre de maistrance ;

Vu le décret du 24 mai 1938, concernant le séjour en France des fonctionnaires coloniaux ;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 7 mars 1925 organisant le cadre des agents des services civils et les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Afrique équatoriale française du 24 avril 1913 organisant le cadre des agents des services civils et les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté du gouverneur général de Madagascar du 18 mai 1929 organisant le cadre des agents des services civils et les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté du commissaire de la République française au Cameroun du 10 mai 1924 organisant le cadre des agents des services civils et les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté du commissaire de la République française au Togo du 2 octobre 1933 organisant le cadre des agents des services civils et les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1931 organisant le cadre des services civils des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 7 mai 1938 relatif au recrutement des agents des services civils des colonies autres que l'Indochine et de ceux des territoires sous mandat ;

Vu les arrêtés ministériels des 16 mai et 17 juin 1938, et du 10 mars 1939 fixant les conditions des concours pour le recrutement des commis et des adjoints des services civils des colonies autres que l'Indochine et de ceux des territoires sous mandat ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}. — Il est créé un cadre général des agents des services civils appelés à servir dans les possessions françaises d'outre-mer, à l'exception de l'Indochine, et dans les territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies.

Le ministre des colonies nomme à tous les emplois d'agents des services civils qui comprennent :

- 1^o Des adjoints principaux ;
- 2^o Des adjoints ;
- 3^o Des commis.

Art. 2. — Ces fonctionnaires sont mis, par arrêté du ministre, à la disposition des gouverneurs généraux, chefs de colonie ou de territoire.

Art. 3. — Les agents des services civils peuvent indistinctement être appelés à remplir des fonctions administratives ou comptables.

Lorsque les besoins du service l'exigent, ils assistent dans ses fonctions le personnel des administrateurs des colonies.

Quel que soit leur grade ou leur traitement, les agents des services civils sont toujours subordonnés aux fonctionnaires du corps des administrateurs des colonies.

Sur leur demande, adressée aux gouverneurs généraux, chefs de colonie ou de territoire dont ils relèvent, les agents des services civils peuvent être autorisés, par le ministre des colonies, à servir en France, soit à l'administration cen-

trale du département, soit dans les agences économiques des colonies, soit aux expositions et dans tout service ou établissement public relevant de ce département.

Le nombre des agents ainsi détachés ne peut dépasser 3 p. 100 de l'effectif total du corps.

Le décret du 12 janvier 1939, concernant le détachement en France des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine, est applicable aux agents des services civils des colonies, détachés conformément aux dispositions ci-dessus.

Ils peuvent également être envoyés en mission en France

ou à l'étranger et être placés dans la position de congé hors cadres pour servir soit dans des entreprises commerciales ou industrielles intéressant le développement de l'influence française, soit auprès d'une puissance étrangère, soit hors de leur service d'origine dans l'administration locale d'une colonie, d'un pays de protectorat ou de mandat.

Art. 4. — La hiérarchie, le traitement, la péréquation des grades, le classement du point de vue des indemnités de route et de séjour, des passages et du traitement dans les hôpitaux du personnel des agents des services civils des colonies sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADES	CLASSES	ÉCHELONS	SOLDES de présence	CLASSEMENT	PÉREQUATION des grades
			francs		p. 100
Adjoint principal hors classe	»	Après 3 ans	36.000 »	1 ^o B.	10
		Avant 3 ans	33.000 »		
Adjoint principal de classe exceptionnelle (1).....	»	Après 4 ans	29.000 »	2 ^e catégorie.	40
		Avant 4 ans	27.000 »		
		Avant 2 ans	25.000 »		
Adjoint principal (1).....	1 ^{re} classe....	»	22.000 »		
	2 ^e classe....	»	20.000 »		
	3 ^e classe....	»	18.000 »	3 ^e catégorie.	50
Adjoint.....	1 ^{re} classe....	»	16.000 »		
	2 ^e classe....	»	14.500 »		
Commis	1 ^{re} classe....	»	13.000 »		
	2 ^e classe....	»	11.500 »		
	3 ^e classe....	»	10.500 »		

(1) Les adjoints principaux classés à la 2^e catégorie voyagent en 1^{re} classe des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés.

Art. 5. — Le personnel des services civils des colonies a droit à l'allocation du supplément colonial dans les conditions fixées par le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

TITRE II

RECRUTEMENT

Art. 6. — Nul ne peut être admis dans le cadre des services civils des colonies s'il ne réunit les conditions suivantes :

1^o Être Français ou naturalisé Français depuis dix ans au moins ;

2^o Avoir effectivement satisfait aux obligations du service militaire actif, sauf inaptitude physique dûment constatée ;

3^o Jouir de ses droits civils et politiques ;

4^o Justifier de l'aptitude au service colonial actif ;

5^o Être âgé de vingt et un ans au moins et de trente ans au plus au jour de la nomination ; cette limite d'âge peut être prorogée jusqu'à trente-cinq ans au maximum d'une durée égale à celle des services militaires ou des services civils accomplis dans une administration publique de l'Etat ou des colonies et admissibles pour une pension d'ancienneté à cinquante-cinq ans d'âge ;

6^o Produire les pièces suivantes :

a) Un extrait de l'acte de naissance sur papier timbré ;

b) Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ;

c) Un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins de trois mois de date ;

d) La copie certifiée conforme des diplômes exigés par les arrêtés du 16 mai 1938 en ce qui concerne les candidats aux concours de commis et d'adjoint visés au septième paragraphe ci-dessous :

e) Un état signalétique et des services militaires ou, si les candidats n'ont pas servi sous les drapeaux, un certificat de position militaire ;

f) Un certificat de visite et de contre-visite établi à Paris par le conseil supérieur de santé du ministère des colonies, à Marseille, à Bordeaux et à Nantes par le médecin du service colonial et dans les autres villes par les médecins militaires de la place attestant que les postulants ne sont atteints d'aucune affection les rendant impropres au service colonial ;

g) Un certificat d'un médecin phthisiologue attestant que le postulant est indemne de toute affection pulmonaire ;

7^o Sous réserve des dispositions des lois du 30 janvier 1923, des 18 juillet 1924 et 21 juillet 1928 concernant les emplois réservés, satisfaisant à l'un des concours institués par les arrêtés ministériels du 16 mai 1938 susvisés.

Recrutement.

Art. 7. — Les commis de troisième classe sont recrutés ;

a) Pour un quart parmi les anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre, dans les conditions fixées par la loi du 30 janvier 1923, modifiée par celle du 21 juillet 1928 ;

b) Pour un quart des vacances parmi les anciens militaires des armées de terre et de mer engagés et rengagés, commissionnés ou appartenant au cadre de maistrance, dans les conditions déterminées par la loi du 18 juillet 1924 ;

c) Pour la moitié des vacances, parmi les candidats reçus au concours de commis des services civils, institué par l'arrêté ministériel du 16 mai 1938.

A défaut de candidats dans l'une des catégories ci-dessus, le tour n'est pas réservé.

Art. 8. — La totalité des emplois de commis de deuxième et de première classe est réservée aux agents de la classe immédiatement inférieure.

Art. 9. — Les adjoints de deuxième classe sont choisis :

a) Pour la moitié des vacances parmi les commis de première classe réunissant les conditions exigées pour l'avancement ;

b) Pour la moitié des vacances parmi les candidats reçus au concours d'adjoint des services civils institué par l'arrêté ministériel du 16 mai 1938 susvisé.

Art. 10. — Les emplois d'adjoint de 1^{re} classe et d'adjoint principaux sont respectivement réservés en totalité aux adjoints de la classe immédiatement inférieure.

Dispositions communes.

Art. 11. — Les fonctionnaires des diverses administrations métropolitaines ou coloniales peuvent être admis, par voie de permutation, après avis des gouverneurs généraux, chefs de colonie et de territoire, et de la commission de classement instituée à l'article 16, dans le cadre du personnel des services civils des colonies, s'ils réunissent les conditions nécessaires de durée de service, de traitement et d'aptitude physique et professionnelle.

Art. 12. — Tout agent admis par voie de permutation dans le corps des services civils prend rang à la fin de la liste d'ancienneté de sa classe.

TITRE III**STAGE ET AVANCEMENT***Stage.*

Art. 13. — Tout candidat nouvellement agréé dans le corps des services civils des colonies, en qualité soit de commis de 3^e classe, soit d'adjoint de 2^e classe, doit accomplir une année de stage comptant du jour de sa touchée au premier port de débarquement de la colonie s'il provient de l'extérieur ou du jour de sa prise de service s'il a été recruté sur place.

A l'expiration de ce stage, il est par arrêté du ministre des colonies, pris sur la proposition des gouverneurs généraux, chefs de colonie ou de territoire, et après avis de la commission de classement prévue à l'article 16, titularisé, licencié ou soumis à une nouvelle période de stage d'une année.

Dans ce dernier cas, le candidat est, à l'expiration de cette période supplémentaire d'une année, titularisé ou licencié par arrêté du ministre des colonies, pris sur la proposition

des gouverneurs généraux, chefs de colonie ou de territoire, et après avis de la commission de classement.

Le licenciement peut être prononcé dans les mêmes formes, au cours du stage, pour indiscipline, incapacité professionnelle, inaptitude physique constatée par un conseil de santé.

Dans ce dernier cas, il pourra être accordé au fonctionnaire licencié une indemnité de licenciement, conformément au règlement sur la solde.

Avancement.

Art. 14. — Les fonctionnaires du corps des services civils des colonies doivent remplir les conditions suivantes pour obtenir un avancement de classe ou de grade, au choix ou à l'ancienneté ;

1^o Être inscrits à un tableau d'avancement dressé par une commission de classement siégeant au ministère des colonies ;

2^o Compter, au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet suivant la réunion de la commission chargée de l'établissement des tableaux primitifs ou complémentaires une durée de services effectifs aux colonies ou dans les territoires au moins égale à la moitié du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé administratif dans les colonies ou territoires où ces services ont été effectués sans toutefois que cette durée soit supérieure à :

a) Un an en ce qui concerne l'avancement en classe des commis ;

b) Deux ans en ce qui concerne l'accession des commis de 1^{re} classe au grade d'adjoint de 2^e classe et l'avancement des adjoints et des adjoints principaux.

La période de stage effectuée à l'école nationale de la France d'outre-mer par les agents des services civils admis à suivre les cours de l'école, conformément au décret du 10 juillet 1920 relatif au personnel des administrateurs des colonies et qui n'ont pas satisfait aux examens de sortie, entre en compte, du point de vue de l'avancement, comme temps de présence effective à la colonie.

Le temps passé en France par les fonctionnaires du cadre des services civils des colonies régulièrement détachés, soit dans des services relevant du ministère des colonies, soit aux agences économiques des colonies ou territoires, soit aux expositions, soit dans tout autre service relevant du département, entre en ligne de compte du point de vue de l'avancement comme temps passé dans une colonie dans laquelle la durée du service effectif exigée pour l'inscription au tableau d'avancement est d'un an pour les commis de 3^e et de 2^e classe et de deux ans pour les autres agents.

Pendant leur détachement, les agents sont notés et proposés par leur chef de service.

Le temps passé en mission entre en compte pour l'avancement dans les conditions ci-dessus ;

3^o S'il s'agit d'un avancement au choix, être proposé par les gouverneurs généraux, chefs de colonies et de territoires ou par les chefs de service sous l'autorité desquels ils sont placés quand ils servent hors de la colonie ou du territoire et compter au minimum :

a) Pour les commis de 3^e et de 2^e classe, dix-huit mois d'ancienneté dans leur classe ;

b) Pour les autres agents, deux ans d'ancienneté dans leur classe ;

4^o S'il s'agit d'un avancement à l'ancienneté, compter :

a) Pour une promotion à la deuxième ou à la première classe de commis, au minimum quatre années d'ancienneté dans la classe inférieure ;

b) Pour toute autre promotion dans le cadre, jusqu'au grade d'adjoint principal de classe exceptionnelle, au minimum six années d'ancienneté dans la classe.

Art. 15. — I. — Le temps de stage des commis de 3^e classe et des adjoints de 2^e classe compte pour l'avancement à l'exception des périodes supplémentaires.

II. — Les fonctionnaires du cadre des services civils servant en France, dans les conditions indiquées à l'article 3 ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 14 que pour un seul avancement soit en classe, soit en grade.

Toutefois ceux qui se trouvant déjà en service en France ont obtenu un avancement uniquement au titre de leur séjour colonial effectif antérieur, pourront bénéficier desdites dispositions pour un nouvel avancement au titre de leurs services dans la métropole.

III. — Les fonctionnaires placés hors cadres conservent leurs droits à l'avancement.

Art. 16. — La commission de classement du personnel des services civils des colonies est composée comme il suit :

Un directeur à l'administration centrale, président,

Un inspecteur général ou inspecteur des colonies.

Un gouverneur des colonies.

Un administrateur en chef des colonies.

Un administrateur des colonies.

Deux fonctionnaires du cadre des services civils, choisis parmi les plus élevés en grade de ceux présents en France.

Un rédacteur de l'administration centrale, en service à la direction du personnel remplit les fonctions de secrétaire.

Les fonctionnaires du cadre des services civils ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidats d'une classe ou d'un grade égal ou supérieur à leur classe ou à leur grade.

Les délibérations de la commission ne sont valables que lorsque cinq membres au moins sont présents.

Art. 17. — La commission de classement établit chaque année, dans le courant du mois de décembre, le tableau d'avancement de l'année suivante.

Si, dans le courant de l'année, le tableau est épuisé, le ministre peut prescrire l'établissement d'un tableau complémentaire pour la même année.

La commission de classement procède :

1^o Au classement des fonctionnaires proposés pour un avancement au choix ;

2^o Au classement par ordre d'ancienneté des commis, adjoints et adjoints principaux de 3^e et 2^e classe, non proposés, mais réunissant au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet, qui suit la date de la réunion, les conditions nécessaires pour bénéficier d'un avancement à l'ancienneté ;

3^o A l'établissement du tableau définitif conformément aux dispositions qui suivent :

Le tableau doit comprendre un nombre d'inscriptions égal aux vacances probables pouvant survenir pour chaque grade dans l'année qui suit la réunion.

Dans le cas où il n'aura pas été possible de promouvoir tous les candidats inscrits aux tableaux de l'année, les intéressés conserveront le bénéfice de leur inscription et devront figurer en tête du tableau de l'année suivante, sauf si la commission en décide autrement sur rapport motivé du

gouverneur général, du chef de la colonie ou du territoire, ou du chef de service et sous réserve des cas prévus au titre IV.

Les inscriptions au tableau d'avancement ont lieu :

a) Pour les promotions à la 2^e classe et à la 1^{re} classe du grade de commis et d'adjoint, à raison de trois tours au choix et d'un tour à l'ancienneté ;

b) Pour les promotions d'adjoints principaux à l'exception des adjoints principaux hors classe à raison de quatre tours au choix et d'un tour à l'ancienneté ;

c) Exclusivement au choix pour les promotions d'adjoint principal hors classe.

Lorsque l'avancement a lieu à la fois au choix et à l'ancienneté, à défaut de fonctionnaire de l'une ou l'autre catégorie, le tour n'est pas réservé.

Le tableau est arrêté par le ministre des colonies.

Les nominations sont faites dans l'ordre du tableau.

TITRE IV

DISCIPLINE

Art. 18. — Les peines disciplinaires applicables au personnel des services civils des colonies sont :

Le blâme avec inscription au dossier ;

La radiation du tableau d'avancement ou le retard dans l'avancement à l'ancienneté ;

La rétrogradation de grade ou de classe ;

La révocation.

Art. 19. — Le blâme avec inscription au dossier est infligé soit par le ministre, soit par le gouverneur général, soit par le chef de colonie ou de territoire, sur la proposition du chef hiérarchique du fonctionnaire intéressé.

La radiation du tableau d'avancement et les retards dans l'avancement à l'ancienneté sont prononcés par le ministre, sur la proposition du gouverneur général, du chef de colonie ou de territoire et, pour les fonctionnaires détachés ou en mission, sur la proposition de l'autorité administrative dont ils relèvent.

La rétrogradation et la révocation sont prononcés par arrêté du ministre, sur la proposition selon les cas de l'une des autorités visées aux paragraphes précédents.

Le fonctionnaire rétrogradé en classe ou en grade prend rang dans son nouvel emploi du jour de la décision et ne peut obtenir un avancement qu'après avoir effectué à nouveau dans cet emploi le temps minimum exigé pour être promu à la classe ou au grade supérieur.

Art. 20. — Les peines disciplinaires ne peuvent être prononcées qu'après avis de l'une des commissions d'enquête prévues aux articles 21 et 22.

Le fonctionnaire inculpé est admis à présenter sa défense devant la commission d'enquête soit verbalement, soit par écrit.

Il peut se faire assister d'un défenseur de son choix.

Aucune peine disciplinaire ne peut être prononcée sans que le fonctionnaire intéressé ait été appelé à prendre connaissance de son dossier, conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

Art. 21. — Désignée par le gouverneur général, le chef de colonie ou de territoire, la commission d'enquête siégeant dans la colonie est, composée comme suit :

Le secrétaire général de la colonie ou du territoire, ou à son défaut un chef d'administration ou de service, président.

Un administrateur des colonies.

Un administrateur adjoint des colonies.

Deux fonctionnaires des services civils d'un grade supérieur à celui de l'agent inculpé ou, à égalité de grade, d'ancienneté supérieure à la sienne.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur général, le chef de colonie ou du territoire.

Art. 22. — Si les faits incriminés se sont passés hors de la colonie d'affectation du fonctionnaire inculpé ou si la situation du personnel en service dans la colonie ne permet pas de constituer la commission d'enquête telle qu'elle est prévue à l'article 21, le ministre fixe la composition et le lieu de réunion de la commission.

Si le fonctionnaire inculpé est en France, la commission d'enquête comprend les mêmes membres que ceux de la commission de classement prévue à l'article 16.

TITRE V

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 23. — Après avis de la commission de classement, l'honorariat du grade peut être conféré aux fonctionnaires des services civils en retraite, démissionnaires ou licenciés pour raison de santé et qui ont effectué au moins quinze ans de services administratifs.

Art. 24. — Les fonctionnaires des services civils des colonies sont soumis au régime des pensions de la caisse inter-coloniale de retraites.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 25. — Les agents des services civils sont reclassés, dans la hiérarchie fixée par le présent décret, aux mêmes grades et classes que ceux qu'ils possédaient dans le cadre auquel ils appartenaient, et dans les conditions indiquées par le tableau ci-dessous :

GRADE ET CLASSES du cadre général	GRADE ET CLASSES des cadres des S. C. A. E. F. Madagascar, et Togo	GRADE ET CLASSES des cadres des S. C. A. O. F. et Djibouti	GRADE ET CLASSES dans le cadre des S. C. des Etablissements français d'Océanie
Adjoint principal (Après 3 ans. hors classe.... Avant 3 ans.	» »	» »	» »
	A. E. F. Madagascar Togo Cameroun		
Adjoint principal (Après 4 ans. de classe excep- Avant 4 ans. tionnelle..... Avant 2 ans.	Adjoint principal (Après 3 ans Hors classe. hors classe.... Avant 3 ans » »	Adjoint principal (Après 4 ans. classe excep- Avant 4 ans. tionnelle..... Avant 2 ans.	Adjoint principal (Après 4 ans. hors classe.... Avant 4 ans. Avant 2 ans.
Adjoint principal. { 1 ^{re} classe. 2 ^e classe. 3 ^e classe.	Adjoint principal { 1 ^{re} classe. 2 ^e classe. 3 ^e classe.	Adjoint principal. { Après 4 ans. Avant 4 ans. Avant 2 ans.	Adjoint principal. { 1 ^{re} classe. 2 ^e classe. 3 ^e classe.
Adjoint { 1 ^{re} classe. 2 ^e classe.	Adjoint..... { 1 ^{re} classe. 2 ^e classe.	Adjoint { Après 18 mois Avant 18 mois	Adjoint { 1 ^{re} classe. 2 ^e , 3 ^e classe et commis principaux hors classe (1).
Commis { 1 ^{re} classe. 2 ^e classe. 3 ^e classe.	Commis { 1 ^{re} classe. 2 ^e classe. 3 ^e classe.	Commis { Après 18 mois Avant 18 mois Stagiaire.	Commis principaux..... { 1 ^{re} classe. 2 ^e classe. 3 ^e classe et les commis de 3 ^e , 2 ^e , 1 ^{re} classe et commis hors clas- se (2).

(1) Les adjoint de 3^e classe et les commis principaux hors classe perdent toute ancienneté à compter de leur intégration.

(2) Les commis de 3^e, 2^e, 1^{re} classe et les commis hors classe perdent toute ancienneté à compter de leur intégration.

Si ce reclassement s'effectue à un grade qui entraînerait une diminution de solde, les intéressés conservent le bénéfice de leur ancien traitement jusqu'à leur promotion à un échelon de solde supérieur.

Art. 26. — Les agents des services civils, tels qu'ils auront été reclassés dans la hiérarchie fixée par le présent décret, conservent dans leur nouveaux grades et classes. l'ancienneté qu'ils ont acquise aux mêmes grades et classes dans les cadres locaux, exception faite pour les adjoints de 3^e classe, les commis principaux hors classe, les commis de 3^e et 2^e et de 1^{re} classe et les commis hors classe des services civils des Etablissements français de l'Océanie.

Art. 27. — Sont abrogés les textes locaux concernant l'organisation des services civils des colonies autres que l'Indochine.

Art. 28. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 2 juin 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial et les décrets d'application des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931;

Vu les décrets du 31 août 1938 relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers;

Vu la délibération en date du 20 décembre 1938 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, publiée au *Journal officiel* du 11 mars 1939;

Vu les avis du ministre des finances, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Est rejetée la délibération susvisée du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie du 20 décembre 1938 tendant à obtenir une dérogation aux dispositions de deux décrets du 31 août 1938 relatifs à l'obligation de l'indication d'origine en ce qui concerne certains produits étrangers.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 2 juin 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRETS relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers (appareils électriques de chauffage domestique et fers à repasser électriques et indicateurs de direction et essuie-glaces automatiques pour véhicules automobiles).

(Du 31 août 1938).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances,

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers;

Vu la loi du 31 décembre 1936, article 15;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle en date du 30 mai 1938;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après;

1^o Les appareils de chauffage électrique à usage domestique, y compris les objets composés de tissus, de pelletteries ou de matières analogues, équipés pour être chauffés électriquement, ainsi que les tissus électriques ou chauffant par l'électricité (Ex. n° 524 bis K du tarif des douanes);

2^o Les fers à repasser électriques, même nickelés (n° 524 bis L).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront

étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Cette indication sera apposée ainsi qu'il suit :

1^o Pour les appareils de chauffage, elle viendra de moulage en creux ou relief sur creux pour les pièces en fonte, sera apposée au poinçon pour les pièces en tôle ou tout autre métal laminé, sera cuite avec l'émail pour les pièces en tôle émaillée, et sera marquée sur le tissu même, à l'encre indélébile insensible à la chaleur, pour les tissus chauffants :

L'indication sera apposée sur une face apparente des appareils de façon qu'elle soit visible pour l'usager, l'appareil étant en fonctionnement. Les caractères la composant seront de 3 millimètres au moins pour les appareils dont la face marquée aura une superficie inférieure à 10 dcm² et de 5 millimètres au moins sur les faces marquées plus grandes. La marque figurera également sur l'emballage individuel dans lequel l'appareil est présenté à la clientèle;

2^o Pour les fers à repasser, elle sera apposée sur le capot du fer; elle le sera également sur la poignée si celle-ci est constituée par de la matière moulée.

Pour les pièces en fonte, la marque d'origine viendra de moulage en creux ou en relief sur creux, la saillie étant en affleurement avec la surface de la pièce; pour les pièces en tôle ou en métal laminé ou forgé, elle sera apposée au poinçon; elle viendra de moulage en creux ou en relief sur creux pour les pièces en matière moulée.

Elle sera apposée en caractères de dimensions suffisantes pour que sa visibilité soit facile, compte tenu des dimensions de l'appareil, et en tout cas non inférieures à 3 millimètres. La marque figurera également sur l'emballage individuel dans lequel l'appareil est présenté à la clientèle.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

Toutefois, les produits étrangers qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente et vendus, si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine par une mention spéciale sur la facture.

Art. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages, ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

Art. 4. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 31 août 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre des finances,

PAUL MARCHANDEAU.

(Du 31 août 1938).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances,

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers ;

Vu la loi du 31 décembre 1936 (art. 15) ;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle en date du 30 mai 1938 ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après :

Les indicateurs de direction et les essuie-glaces automatiques, électriques (Ex. 524 bis N du tarif des douanes).

Les indicateurs de direction et les essuie-glaces automatiques, autres qu'électriques (Ex. 614 ter B, 13°).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Cette indication sera poinçonnée sur chaque article en lettres de 3 millimètres de hauteur. Elle sera apposée, pour les indicateurs de direction, sur la tranche extérieure de la partie mobile ; pour les essuie-glaces, sur la face du boîtier ou du socle, visible de l'intérieur de la voiture (opposée à la face qui s'applique sur la carrosserie).

L'indication d'origine figurera également sur les emballages individuels.

Art. 2. — Sont dispensés de l'obligation de la marque d'origine les indicateurs de direction et essuie-glaces électriques ou non électriques, importés montés sur les véhicules d'origine étrangère avant leur importation en France.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

Toutefois, les produits étrangers qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente et vendus, si le vendeur en indique expressément à l'acheteur le pays d'origine par une mention spéciale sur la facture.

Art. 4. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages, ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.Art. 5. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 31 août 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre des finances,

PAUL MARCHANDEAU.

DÉCRET relatif à la tarification douanière des bicyclettes et pièces détachées dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 8 juin 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial et les décrets d'application des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931 ;

Vu la délibération en date du 27 janvier 1939 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie, publiée au *Journal officiel* du 8 avril 1939 et relative à la tarification douanière des bicyclettes et pièces détachées ;

Vu les avis conformes du ministre des finances, du ministre du commerce et du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Est approuvée la délibération susvisée, en date du 27 janvier 1939, du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie.Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 juin 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉLIBÉRATION

Dans sa séance du 27 janvier 1939 le Conseil Privé des Etablissements français de l'Océanie délibérant dans les conditions fixées par les articles 5 et 6 de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial a adopté la délibération dont la teneur suit :

Tarif douanier

Article 1^{er}. — Le tableau annexé au décret du 9 mai 1892 fixant le tarif des droits de douane imposés aux marchandises étrangères importées dans les Etablissements français de l'Océanie tel qu'il a été modifié et complété par les décrets subséquents :

Désignation des produits	Unités sur lesquelles portent les droits	Taux du droit
Bicyclettes et leurs pièces détachées	les 100 kilogrammes net	1.200 frs

Art. 2. — Dans ce nouveau droit ne sont pas compris les deux décimes et demi par franc prévu par le décret du 5 juillet 1921.

Le Gouverneur,

Signé : CHASTENET DE GÉRY.

DÉCRET instituant une médaille d'honneur en argent en faveur du personnel des cadres locaux du service des douanes des colonies.

(Du 19 juin 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'arrêté interministériel du 5 mai 1899;

Vu le décret du 26 juin 1900, portant création d'une médaille d'honneur en argent spéciale au personnel des douanes et régies de l'Indochine;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Il est institué une médaille d'honneur en argent qui peut être décernée au personnel des douanes dans les colonies et territoires sous mandat par les gouverneurs généraux, gouverneurs et les hauts commissaires de la République française au Togo et au Cameroun, sur la proposition du directeur du service des douanes.

Cette médaille d'honneur peut être décernée aux agents citoyens ou sujets français, comptant au minimum quinze années de services coloniaux effectifs, non compris les services militaires, dans les administrations locales des douanes.

Art. 2. — La durée des services pourra être éventuellement réduite en faveur des agents qui se seront signalés par des actes exceptionnels de dévouement ou de courage dans l'exercice de leurs fonctions, ou qui se seront fait remarquer par des travaux particulièrement utiles.

Art. 3. — La médaille d'honneur en argent, décernée par les chefs de colonies, en exécution des précédentes dispositions, sera du module de vingt-sept millimètres. Elle portera d'un côté l'effigie de la République, entourée des mots : « République française » suivis de l'indication de la colonie, et sur l'autre face divers attributs entourés des mots « Douanes françaises » avec la devise « Honneur et Mérite » et une inscription relatant les noms et prénoms principaux du titulaire ainsi que le millésime. La bélière se composera d'une grenade inscrite dans un cor de chasse.

Art. 4. — Les titulaires de la médaille d'honneur seront autorisés à la porter suspendue à un double ruban en soie, large de quatre centimètres, rayé de bandes horizontales rouges, noires et vertes.

En tenue de ville, le ruban pourra être porté sans médaille.

Les titulaires recevront un diplôme portant leur nom, prénoms et qualités.

Art. 5. — Les frais de médaille, de ruban et de diplôme seront à la charge des intéressés.

Art. 6. — Le décret du 26 juin 1900, portant création d'une médaille d'honneur en argent spéciale au personnel des douanes et régies de l'Indochine est abrogé. Toutefois, les titulaires de ladite médaille conférée en vertu du décret sus-visé continueront à bénéficier de l'allocation annuelle de cent francs, prévue par ce texte.

Art. 7. — Les dispositions du présent décret sont étendues aux agents des douanes admis à la retraite postérieurement au 6 avril 1934, en exécution des prescriptions du décret du 6 avril 1934, rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934, concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre ou dont l'emploi aura été supprimé.

Art. 8. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 juin 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

ARRÊTÉ n° 885 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie un décret du 31 août 1939 et un décret du 8 septembre 1939 étendant les délais pour les élections partielles.

(Du 11 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

Vu le télégramme ministériel C 56 du 10 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1^o — le décret du 31 août 1939 étendant les délais pour les élections partielles;

2^o — le décret du 8 septembre 1939 étendant les délais pour les élections partielles des corps élus aux colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCRET étendant les délais pour les élections partielles.

(Du 31 août 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1875 sur l'élection des sénateurs;

Vu l'article 16 de la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu l'article 22 de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux;

Vu l'article 11 de la loi du 22 juin 1933 sur les élections aux conseils d'arrondissement;

Vu la loi du 5 avril 1884 sur les conseils municipaux;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Au cas où les collèges électoraux convoqués ou devant être convoqués à l'occasion d'une élection partielle au Sénat, à la Chambre des Députés, aux Conseils généraux, aux Conseils d'arrondissement, aux Conseils muni-

cipaux et aux Délégations financières algériennes se trouvent réduits par le rappel des disponibles ou des réservistes sous les drapeaux dans les conditions qui ne permettent pas à un nombre important d'électeurs de prendre part au vote, le ministre de l'intérieur et le préfet, chacun en ce qui le concerne, sont autorisés à fixer ou à reporter la date des élections partielles au-delà des délais prévus pour celles-ci par les lois en vigueur.

En ce cas, les opérations préparatoires au scrutin auxquelles il a pu être procédé sont nulles et non avenues.

Art. 2. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies.

En ce qui concerne les colonies, l'arrêté visé à l'article 1^{er} est pris soit par le ministre des colonies, soit par le gouverneur général ou par le gouverneur.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans les conditions fixées par la loi du 19 mars 1939.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui recevra exécution immédiate.

Fait à Paris, le 31 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

ARRÊTÉ n° 882 a. p. e., de promulgation.

(Du 11 septembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre ;

Vu le décret du 2 mai 1939 pour l'application dans les colonies de la loi susvisée du 11 juillet 1938 ;

Vu le décret du 2 septembre 1939 pris en application de l'article 28 du décret susvisé du 2 mai 1939 ;

Vu les instructions ministérielles du 7 septembre 1939 ;

Vu les nécessités du service,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le décret du 2 septembre 1939 prévu par l'article 28 du décret du 2 mai 1939 susvisé étendant aux colonies les règles posées par les articles 20, 22 et 23 de la loi du 11 juillet 1938 concernant l'organisation de la nation en temps de guerre par l'article 26, les articles 28 à 39 inclus et l'article 42 du décret du 28 novembre 1938 sur les réquisitions dans la métropole et le décret du 5 janvier 1939 sur les recensements dans la Métropole, sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCRET étendant les délais pour les élections partielles des corps élus dans les colonies.

(Du 8 septembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu ensemble les différents textes organisant les assemblées ou conseils élus dans les territoires relevant du Ministère des colonies ;

Vu le décret du 31 août 1939 étendant les délais pour les élections partielles,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Dans les territoires relevant du Ministère des colonies, toutes les élections aux assemblées locales ou conseils non compris dans le décret du 31 août 1939 sont suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

NATURALISATION

Par décret du 13 mai 1939 la qualité de citoyen français a été accordée à M. ABE (Hanzo), demeurant à Makatea.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 83 a.g.f., fixant le statut du personnel auxiliaire.

(Du 27 janvier 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Considérant que le personnel auxiliaire en service dans la colonie n'est soumis à aucune règle de recrutement, d'augmentation, de discipline ou de licenciement ; que n'étant tributaire d'aucune caisse de retraite, sa situation est sans garantie d'avenir ;

Vu la délibération, du 23 janvier 1939, de la commission permanente des délégations économiques et financières et le vote d'un crédit de 60.000 fr. au titre du second semestre de l'année 1939, nécessaire à l'affiliation à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse des agents dont l'emploi ne conduit ni à pension civile de l'Etat, ni à pension sur la caisse intercoloniale de retraites ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

Le conseil privé entendu le 27 janvier 1939,

ARRÊTE :

Généralités.

Article 1^{er}. — Les dispositions du présent arrêté s'appli-

quent aux personnels européens et indigènes des établissements français de l'Océanie, aux appointements annuels, dont les emplois répondent, en principe, à des besoins permanents et qui ne bénéficient des avantages de la retraite ni au titre de la loi du 14 avril 1924, sur les pensions civiles et militaires de l'Etat, ni au titre du décret du 1^{er} novembre 1928, sur la caisse intercoloniale de retraites.

Art. 2. — La situation de l'auxiliaire est essentiellement précaire; il n'a droit à aucune des garanties des titulaires; il peut être congédié dans l'intérêt du service.

Candidatures.

Art. 3. — Les candidatures aux emplois d'auxiliaires des quatre premières catégories sont enregistrées chronologiquement; elles reçoivent, chacune, une cote de priorité selon la qualité du candidat :

- cote 1, pensionnés de la loi du 31 mars 1919;
- cote 2, titulaires de la carte du combattant;
- cote 3, pupilles de la nation;
- cote 4, autres candidats.

Art. 4. — Dans chaque catégorie d'emploi, les nominations ont lieu dans l'ordre de la cote de priorité d'abord, dans l'ordre des inscriptions ensuite.

Art. 5. — Nul ne peut être nommé s'il ne justifie, par certificat délivré par un médecin fonctionnaire, être exempt de toute affection susceptible de le rendre impropre à l'emploi sollicité.

Nominations.

Art. 6. — Le gouverneur nomme et révoque à tous emplois de la colonie.

En cas d'urgente nécessité, le chef de circonscription administrative éloignée du chef-lieu nomme provisoirement, pour une durée ne pouvant excéder six mois, les remplaçants à tous emplois de son ressort. La décision de nomination provisoire motive l'urgente nécessité et fixe la durée de son exécution au delà de laquelle nul paiement ne peut avoir lieu.

Art. 7. — Peuvent seuls être nommés à des emplois d'auxiliaires, les citoyens, sujets et protégés français des deux sexes, jouissant de leurs droits et âgés de quinze ans au moins et de cinquante cinq ans au plus.

Art. 8. — Nul ne peut être investi de fonctions publiques auxiliaires, mêmes électives, s'il s'est dérobé aux obligations imposées par la loi sur le recrutement de l'armée.

Art. 9. — Toute décision de nomination définitive ou provisoire doit faire exactement connaître les :

Nom, prénoms, (strictement conformes aux indications portées sur l'acte de naissance dont il est produit un exemplaire);

Domicile;

Et état civil: célibataire, marié, divorcé ou veuf, (s'il s'agit d'une femme mariée, le nom d'alliance doit, en outre, être mentionné).

Art. 10. — En cas d'impossibilité de produire l'acte de naissance, il peut y être suppléé par un acte de notoriété délivré dans la forme prescrite par l'article 71 du code civil ou par un extrait du jugement d'homologation dudit acte.

Art. 11. — Il y a cinq catégories d'auxiliaires.

Nul ne peut être nommé à un emploi d'auxiliaire de 1^{re} catégorie s'il n'est pourvu d'un diplôme justifiant des études supérieures à celles sanctionnées par le baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Nul ne peut être nommé à un emploi d'auxiliaire de 2^{me} catégorie s'il n'est pourvu du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou du brevet supérieur de l'enseignement primaire ou d'un diplôme au moins équivalent.

Nul ne peut être nommé à un emploi d'auxiliaire de 3^{me} catégorie s'il n'est pourvu du brevet élémentaire de l'enseignement primaire ou d'un diplôme au moins équivalent, sauf dérogation transitoire prévue par l'article 59 ci-dessous.

Nul ne peut être nommé à un emploi d'auxiliaire de 4^{me} catégorie s'il n'est pourvu du certificat d'études primaires élémentaires ou d'un diplôme au moins équivalent, sauf dérogation transitoire prévue par l'article 59 ci-dessous.

Nul ne peut être nommé à un emploi d'auxiliaire de 5^{me} catégorie s'il ne sait, au moins sommairement, lire, écrire et compter, même simplement en langue tahitienne.

A défaut de diplôme, il peut y être suppléé au moyen d'un examen probatoire équivalent.

Les nominations de candidats ne faisant pas déjà partie de l'administration ont lieu dans la proportion d'une place sur quatre, dans chacune des quatre premières catégories; les trois autres places sont réservées au concours prévu par l'article 20 ci-dessous.

Les fonctions électives ou techniques, pendant leur durée, font exception aux règles ci-dessus.

Appointements.

Art. 12. — Les appointements annuels des auxiliaires du service local sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

DEGRÉS	CATÉGORIES				DEGRÉS	5 ^{me} catégorie
	1 ^{re}	2 ^{me}	3 ^{me}	4 ^{me}		
1	36.000 f.				24	6.000 »
2	33.000 »				25	5.640 »
3	30.000 »				26	5.280 »
4	27.000 »	27.000 »			27	4.920 »
5	24.000 »	24.000 »			28	4.560 »
6	22.000 »	22.000 »			29	4.200 »
7	20.000 »	20.000 »			30	3.840 »
8	18.000 »	18.000 »	18.000 »		31	3.480 »
9	17.000 »	17.000 »	17.000 »		32	3.120 »
10	16.000 »	16.000 »	16.000 »		33	2.760 »
11	15.000 »	15.000 »	15.000 »		34	2.400 »
12	14.000 »	14.000 »	14.000 »		35	2.160 »
13		13.000 »	13.000 »	13.000 »	36	1.920 »
14		12.000 »	12.000 »	12.000 »	37	1.680 »
15		11.400 »	11.400 »	11.400 »	38	1.440 »
16		10.800 »	10.800 »	10.800 »	39	1.200 »
17		10.200 »	10.200 »	10.200 »	40	1.080 »
18			9.600 »	9.600 »	41	960 »
19			9.000 »	9.000 »	42	840 »
20			8.400 »	8.400 »	43	720 »
21			7.800 »	7.800 »	44	600 »
22				7.200 »	45	550 »
23				6.600 »	46	500 »
24				6.000 »	47	450 »
					48	400 »
					49	350 »
					50	300 »

En dehors du chef-lieu de la Colonie les appointements sont majorés de : un degré à Tahiti-districts ; deux degrés à Moorea et Makatea ; trois degrés aux Iles Sous-le-Vent, Maïao et Tetiaroa ; quatre degrés aux îles Marquises et Australes ; cinq degrés aux îles Tuamotu et Gambier, quand l'intéressé affecté définitivement à l'une de ces zones n'en est pas originaire et a été envoyé d'une autre zone. La majoration est attribuée seulement pendant la durée de l'affectation définitive.

Art. 13. — Les appointements des auxiliaires de 5^{me} catégorie sont limités aux maxima fixés par le tableau ci-dessous :

FONCTIONS	Degrés maxima
Employés de bureau, téléphonistes, gardiens de prison, brigadiers de police à Tahiti, Moorea et Makatea, gardiens de phare à Tahiti, infirmiers, infirmières et sages-femmes non diplômés, gardiens de musée, domestiques, gens de service, guetteurs du sémaphore, moniteurs d'école non permanents.....	24
Agents de police à Tahiti, Moorea et Makatea.	26
Brigadiers de police aux Tuamotu et aux Iles sous le Vent, plantons et concierges en dehors de Papeete, manœuvres sans spécialités, femmes de service.....	27
Présidents des Conseils de district à Tahiti, Moorea et Makatea.....	30
Présidents des conseils de district aux Tuamotu, Tubuai, Raivavae, juges indigènes aux Iles sous le Vent, agents de police aux Tuamotu, Iles Sous le Vent, Marquises, Australes, Gambier et Maïao.....	34
Chefs de district ou de vallée aux Iles sous le Vent, Maïao, Marquises, Iles Australes, Gambier, courriers piétons postaux.....	36
Gardiens de feux ou de phare aux Tuamotu et Iles sous le Vent, gardiens de square.....	39
Juges indigènes à Rurutu et Rimatara.....	41
Fonctions non désignées au présent tableau..	46

Les minima sont, dans chaque cas, fixés à quatre degrés inférieurs.

Pluralité de fonctions.

Art. 14. — La nomination d'un auxiliaire peut intervenir à un degré d'appointements autre que celui de base de sa catégorie si un cumul d'emploi, de charges ou de responsabilités la justifie.

L'augmentation d'appointements d'un auxiliaire, pour le même motif, peut intervenir en dehors des cas prévus par le dernier alinéa de l'article 16 du présent arrêté. La diminution d'appointement est subie pour le motif inverse.

Les décisions réglant ces cas d'espèces précisent les fonctions, charges ou responsabilités ajoutées ou retranchées.

Art. 15. — Aucune indemnité supplémentaire ne peut être

allouée, pour quelque motif que ce soit, en sus des appointements d'un auxiliaire ; tous les éléments constitutifs de ses appointements devant aboutir au degré attribué, rémunérateur de toutes ses fonctions, charges et responsabilités.

Augmentations à raison des services.

Art. 16. — Les augmentations d'appointements dans chaque catégorie ont lieu, le cas échéant, sur proposition du chef de service obligatoirement à la date du 1^{er} janvier.

Nul ne peut être proposé pour l'augmentation s'il ne doit réunir au moins deux ans de service dans le degré d'appointements qu'il occupera à cette date, sauf les cas prévus aux articles 14 et 24 du présent arrêté.

Art. 17. — Les propositions d'augmentation d'appointements sont formulées annuellement par les chefs de service, dans le courant du mois de novembre, sous forme habituelle, par bulletins individuels. Elles sont sériées comme suit : choix exceptionnel, propositions à deux ans d'ancienneté ; choix, propositions à trois ans d'ancienneté ; ancienneté, propositions à quatre ans d'ancienneté.

Art. 18. — Tout auxiliaire n'ayant été l'objet d'aucune proposition pendant un délai de six années consécutives est congédié, sauf le cas où il aurait atteint le degré maximum d'appointements de sa catégorie.

Art. 19. — Dans chaque service ou circonscription administrative, les propositions au choix exceptionnel, au choix et à l'ancienneté ne peuvent, respectivement, dépasser le tiers de l'effectif total des auxiliaires de toutes catégories employés dans le service ou la circonscription.

Art. 20. — Nul ne peut passer d'une catégorie à celle immédiatement supérieure s'il n'a subi avec succès les épreuves d'un concours professionnel ouvert à tous les auxiliaires de la catégorie inférieure ayant au minimum trois ans d'ancienneté dans ladite catégorie.

Il n'est ouvert de concours que pour les emplois d'auxiliaires de troisième catégorie et au-dessus.

Art. 21. — Les nominations ont lieu dans l'ordre du résultat de chaque concours, dans la limite du nombre de postes à pourvoir. L'ancienneté et les appointements précédents restent acquis.

Art. 22. — Les épreuves sont choisies secrètement, un instant avant l'heure du concours, par le chef de cabinet du gouverneur, assisté du chef du service intéressé et d'un auxiliaire de la catégorie pour laquelle le concours est ouvert. Elles sont au moins au nombre de deux et sont proportionnées, en difficultés, à l'importance de l'emploi pour lequel le concours est ouvert et à la valeur des diplômes exigés par l'article 11 du présent arrêté pour les nominations.

Art. 23. — Les nominations de candidats reçus au concours professionnel ont lieu dans la proportion de trois places sur quatre, dans chacune des trois premières catégories ; l'autre place est réservée, en principe, aux candidats pourvus d'un des diplômes exigés pour l'admission directe par l'article 11 ci-dessus.

Augmentations familiales.

Art. 24. — Il est attribué une fois pour toutes, pour mariage ou naissance à venir, aux bénéficiaires du présent arrêté, sur production de l'acte d'état-civil correspondant, une augmentation d'appointements d'un degré à l'occasion de leur mariage ou de la naissance d'un enfant légitime ou reconnu.

Art. 25. — Les augmentations familiales cessent d'être

dues : en cas de dissolution de la communauté, de décès de l'enfant ou lorsque l'enfant atteint sa seizième année, à moins qu'il ne soit incapable de travailler par suite d'infirmités ou qu'il poursuive ses études, justifiées par un certificat délivré par le chef d'établissement. Elles cessent néanmoins irrémédiablement lorsque l'enfant atteint sa majorité, sauf le cas d'infirmité incurable le rendant inapte au travail.

Ouvrent droit aux mêmes augmentations les enfants pour lesquels il aura été passé un contrat écrit d'apprentissage.

Ne peuvent, en aucun cas, bénéficier des augmentations familiales les auxiliaires pour lesquels la fonction publique n'est que l'accessoire de leur profession ou qui exercent, en même temps que leur emploi public, une profession, un commerce ou une industrie.

Art. 26.— Il ne peut y avoir pluralité d'augmentations pour une même cause, quelle que soit la situation des ayants-droit éventuels dans l'administration.

Art. 27.— Les augmentations familiales sont liquidées d'après la situation des auxiliaires et de leurs enfants au premier jour du mois suivant celui de leur demande ; elles suivent ensuite le sort des appointements et sont réduites ou supprimées comme eux. Elles entrent en ligne de compte pour le calcul des retenues et participations de six pour cent prévues par l'article 45 ci-dessous.

Art. 28.— En aucun cas l'augmentation familiale ne peut avoir pour conséquence de faire passer un auxiliaire à la catégorie supérieure.

Permissions — Congés.

Art. 29.— Les auxiliaires ne peuvent obtenir, chaque année, une permission d'absence de plus de quinze jours sans subir une retenue d'appointements.

Art. 30.— Sont comptés, au titre permission, les jours de maladie légère et courts repos à domicile.

Art. 31.— En cas de maladie excédant une durée de huit jours, traitée à l'hôpital ou à domicile, certificat médical est envoyé au gouverneur toutes les quinzaines. Les quinze premiers jours d'absence, compte tenu de ceux déjà enregistrés, sont payés à pleins appointements. Les quinze jours suivants sont payés aux deux tiers des appointements. Les soixante jours suivants sont payés aux tiers des appointements. Au quatre vingt onzième jour d'absence l'intéressé n'a plus droit à ses appointements et au cent quatre vingt unième jour il est congédié avec bénéfice de l'indemnité prévue à l'article 41 du présent arrêté.

Art. 32.— Font exception aux règles de l'article précédent les autorisations d'absence prévues par les articles 33 et 34 ci-après.

Art. 33.— Un congé de deux mois avec appointements entiers, en dehors des cas d'absence pour maladie prévus par l'article 31 ci-dessus, est accordé aux auxiliaires féminins, quinze jours avant, quarante-cinq jours après leurs couches, sur demande de leur part, appuyée d'un certificat établi par un médecin ou par une sage-femme, indiquant approximativement la date de l'accouchement.

Art. 34.— Tout auxiliaire ayant, pendant sa présence sous les drapeaux au cours d'une campagne de guerre, soit reçu des blessures, soit contracté une maladie ayant ouvert droit à pension au titre de la loi du 31 mars 1919 et à la suite desquelles il est resté atteint d'infirmités et a été réformé, peut être, en cas d'indisponibilité constatée résultant des dites infirmités, mis en congé avec appointements intégraux, sans

qu'en aucun cas le total des congés ainsi accordés puisse, pour un même agent, excéder douze mois.

Ces congés sont indépendants des cas d'absence pour maladie prévue par l'article 31 ci-dessus.

Déplacements.

Art. 35.— Les bénéficiaires du présent arrêté sont régis, au point de vue des déplacements à l'intérieur de la colonie, nécessités par des raisons de service, par la réglementation applicable aux fonctionnaires des cadres locaux.

Art. 36.— Ils peuvent être déplacés, dans l'intérêt de l'administration, d'un service à l'autre et de tous les points à un autre du territoire de la colonie.

Discipline.

Art. 37.— Les peines disciplinaires applicables au personnel auxiliaire sont :

L'avertissement ;

Le blâme avec inscription au dossier ;

La diminution de un ou plusieurs degrés d'appointements ;

Le congédiement.

Art. 38.— L'avertissement et le blâme avec inscription au dossier sont prononcés par le chef de service ; les autres peines par le gouverneur.

Art. 39.— Tous agents auxiliaires ont droit, sur leur demande, à la communication personnelle et confidentielle de leur dossier, avant d'être l'objet d'une diminution d'appointements ou d'un congédiement par mesure disciplinaire.

Art. 40.— Il est interdit aux auxiliaires de provoquer en leur faveur, pour quelque motif que ce soit, toute autre intervention que celle de leurs supérieurs hiérarchiques, soit auprès du gouverneur, soit auprès de leurs supérieurs.

Toute infraction à la règle ci-dessus sera sanctionnée progressivement d'une des peines prévues à l'article 37 du présent arrêté.

Congédiements.

Art. 41.— Les auxiliaires congédiés du fait de l'administration pour des raisons autres que des raisons disciplinaires et avant la limite d'âge de service ont droit, une fois pour toutes, à une indemnité de congédiement égale à autant de mois entiers d'appointements qu'ils ont accompli de périodes quinquennales de service dans la colonie. Toute période quinquennale commencée compte pour entière.

La même indemnité est attribuée, le cas échéant, à la veuve ou, à défaut, aux descendants à la charge effective de l'auxiliaire mort pendant qu'il était en service pour une cause étrangère au service.

Art. 42.— Si le congédiement a lieu à la suite de blessures reçues par le fait ou à l'occasion du service et sauf existence d'un tiers solvable civilement responsable, l'indemnité sera doublée sans pouvoir, quelle que soit la durée des services, être inférieure à deux mois d'appointements et les frais d'hospitalisation, s'il y en a, resteront à la charge du service local.

Art. 43.— En cas de décès survenu par le fait ou à l'occasion du service et sauf existence d'un tiers solvable civilement responsable, l'indemnité triplée sera attribuée à la veuve ou, à défaut, aux descendants à la charge effective de la victime, sans pouvoir, quelle que soit la durée des services du décédé, être inférieure à trois mois d'appointements et les frais d'hospitalisation resteront, le cas échéant, à la charge du service local.

Art. 44.— Les indemnités de congédiement et de décès ne se cumulent pas entre elles.

Rente viagère.

Art. 45.— Les bénéficiaires du présent arrêté supportent une retenue de six pour cent sur les sommes payées à titre d'appointements.

Les versements de la colonie sont fixés à six pour cent de ces mêmes sommes.

La double contribution prévue aux deux paragraphes précédents est versée à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au compte individuel des intéressés, en vue de leur constituer une rente viagère. Ce versement est effectué par moitié à capital aliéné et par moitié soit à capital aliéné, soit à capital réservé, suivant la volonté exprimée par le bénéficiaire ou l'intermédiaire prévu à l'article 49 ci-dessous.

Art. 46.— Retenues et versements sont décomptés et ordonnancés annuellement, obligatoirement au début du trimestre de naissance de chaque affilié.

L'agent intermédiaire prévu par l'article 49 du présent arrêté est personnellement responsable de la régularité des opérations ci-dessus.

Art. 47.— La quote-part des versements que la colonie prend à sa charge profite uniquement à l'agent auxiliaire titulaire du compte ouvert à son nom à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse; la part de rente qui en résulte est incessible et insaisissable en totalité.

Art. 48.— Les appointements des agents auxiliaires soumis aux dispositions du présent arrêté sont mandatés à la somme nette.

Art. 49.— Le fonctionnaire ou l'agent chargé de la section "Pensions" au bureau des finances est, de droit, mandataire verbal et intermédiaire des bénéficiaires du présent arrêté. Il agit conformément aux règlements de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Art. 50.— Tout changement d'état civil ou de nationalité d'un agent auxiliaire doit être déclaré à l'aide d'une formule spéciale délivrée par le trésorier-payeur, préposé de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Art. 51.— L'âge d'entrée en jouissance de la rente viagère est fixé à 50 ans pour tous les assujettis au présent règlement; mais l'agent auxiliaire autorisé à rester en fonction après sa cinquantième année devra souscrire une demande d'ajournement d'échéance de cinq en cinq ans reportant successivement, le cas échéant, l'âge d'entrée en jouissance de la rente viagère à 55, 60 ou 65 ans au plus tard.

Néanmoins, la rente peut être délivrée à toute année d'âge accomplie au cours de la période d'ajournement.

L'intéressé mis à la retraite peut demander, soit la délivrance pure et simple de sa rente individuelle, soit, mais seulement dans le trimestre qui suit celui où il a atteint l'âge fixé pour l'entrée en jouissance et s'il était encore en fonction à cet âge, la transformation de la rente reposant sur sa tête en une rente d'un montant moindre mais réversible pour moitié sur la tête du conjoint et, s'il a des enfants mineurs à cette époque, également réversible pour moitié sur la tête de ceux-ci. Dans ce dernier cas, la rente servie aux orphelins est payable jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Cette transformation peut également être accordée sans condition de fonction; mais, dans ce cas la demande de transformation doit avoir été faite trois ans au moins avant l'entrée en jouissance de la rente.

Art. 52.— En tout état de cause, à soixante ans, l'auxiliaire non élu est congédié.

Art. 53.— Un an avant la limite d'âge prévue à l'article précédent, retenue et versement de la colonie cessent. A partir de ce jour, l'intéressé perçoit ses appointements bruts. Il n'est fait aucun versement à son compte individuel ouvert à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ni au titre de la retenue de six pour cent, ni au titre de la quote-part de la colonie prévues par l'article 45 ci-dessus.

Art. 54.— A partir de la date de cessation des services, l'auxiliaire congédié par application des dispositions des articles 51 et 52 ci-dessus et non pourvu de son titre de rente viagère, recevra à titre d'avance sur rente, une allocation provisoire trimestrielle, calculée sur le montant de la rente annoncée par le dernier bulletin de situation annuelle adressé par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Art. 55.— Cette avance, imputable au chapitre des dépenses d'ordre du budget local, est soldée lors du paiement des premiers arrérages de la rente viagère inscrite à la dite caisse.

Art. 56.— Pour l'application des dispositions des articles 45 à 55 du présent arrêté, les services liquidateurs, d'ordonnancement et de paiement et les intéressés doivent se conformer à la loi du 20 juillet 1886, portant création de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et aux actes modificatifs subséquents, en vigueur ou à venir, ainsi qu'aux arrêtés, décisions ou instructions y relatifs.

Dispositions transitoires.

Art. 57.— Les auxiliaires en fonction à la date de promulgation du présent arrêté seront reclassés par les appointements. L'ancienneté actuelle restera acquise.

Ceux qui, à la même date, bénéficient de l'indemnité de zone en sus de leurs appointements de base, continueront à percevoir cette indemnité dans les conditions où elle est ou sera attribuée aux agents des cadres locaux, à moins que leurs appointements de base ne soient modifiés en conséquence.

Ceux qui, à la même date, ont un traitement tenant compte de la cherté actuelle de la vie, subiront, le cas échéant, une diminution en cas de réduction ou de suppression de l'indemnité de zone allouée aux agents des cadres. Cette diminution sera au plus égale à la réduction éventuelle de l'indemnité de zone, sans qu'elle puisse, toutefois, avoir pour effet de créer des degrés intermédiaires aux appointements prévus par l'article 12 ci-dessus.

Art. 58.— Les auxiliaires en service à la date de promulgation du présent arrêté, qui, en raison des titres énumérés à l'article 11 ci-dessus, ou de leurs équivalents, pourraient prétendre à un reclassement autre que celui prévu par l'article précédent, sont admis à faire valoir leurs droits pendant un délai de six mois courant à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la colonie.

Ceux qui, à la même date, sont en service depuis cinq ans consécutifs au moins et ont des notes excellentes, pourront être reclassés à la troisième catégorie, s'ils ont des appointements au moins égaux à ceux du 21^{me} degré et sur proposition spéciale de leur chef de service formulée pendant un délai de six mois courant à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la colonie.

Art. 59.— Pendant un délai de cinq ans à compter de la

date de publication du présent arrêté, par dérogation aux dispositions de l'article 11 ci-dessus, peut être nommé à un emploi de 3^{me} catégorie le candidat pourvu du brevet local de l'enseignement primaire et à un emploi de 4^{me} catégorie le candidat pourvu du certificat local d'études primaires élémentaires.

Art. 60. — Les auxiliaires en service à la date d'application du présent arrêté bénéficieront, sur demande, s'ils n'ont pas d'autres ressources que leurs appointements, de l'indemnité prévue par l'article 41 du présent arrêté. La demande devra être formulée, à peine de forclusion, avant la date de cessation des services. Le temps pendant lequel il aura été versé pour eux à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse n'entrera pas en ligne de compte pour le calcul des périodes quinquennales de service.

Art. 61. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution à compter du 1^{er} juillet 1939, du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 janvier 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

Approuvé par dépêche ministérielle n° 1572/s, du 5 juillet 1939.

ARRÊTÉ n° 212 a.g.f. fixant la hiérarchie et portant relèvement des traitements des médecins du Service local.

(Du 28 février 1939)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 10 août 1926 créant un cadre de médecins du Service local, modifié en ses articles 3 et 12 par les arrêtés des 13 septembre 1928 et 9 novembre 1929 ;

Vu l'arrêté n° 20 du 10 janvier 1930 fixant la hiérarchie et le traitement des médecins du Service local ;

Vu l'arrêté n° 989 s.g., du 17 décembre 1932 supprimant certains cadres locaux ;

Vu le décret du 29 juin 1934 fixant le taux du supplément colonial dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 23 juillet 1937 sur la solde et accessoires de solde du personnel des cadres locaux des colonies ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 février 1939,

Sous réserve d'approbation ministérielle préalable,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Pour compter du 1^{er} janvier 1939 la hiérarchie et le traitement de présence des médecins du Service local sont fixés comme suit :

Médecin hors classe après 4 ans	36.000 »
— après 2 ans	33.000 »
— avant 2 ans	30.000 »
Médecin de 1 ^{re} classe	26.000 »
— de 2 ^e —	23.000 »
— de 3 ^e —	20.000 »

Ces traitements sont majorés d'un supplément colonial de cinq dixièmes.

Art. 2. — Toutes dispositions antérieures sont maintenues en ce qu'elles n'ont rien de contraire au présent arrêté.

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera après avoir été approuvé par le Ministre des colonies.

Papeete, le 28 février 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

Approuvé par radio n° 107, du 12 septembre 1939.

ARRÊTÉ n° 820 d. n. ouvrant le droit aux réquisitions civiles et militaires.

(Du 26 août 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires ;

Vu le décret du 2 août 1877, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires et textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 6 décembre 1938 fixant les modalités d'application aux territoires d'outre-mer de certaines dispositions de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires ;

Vu ensemble le décret du 5 décembre 1935 et l'arrêté 746 c. du 28 juillet 1936 sur la réquisition des véhicules ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre ;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique de la loi du 11 juillet 1938 ;

Vu l'ordre de mobilisation générale du 2 septembre 1939 et l'état de guerre ;

Vu le télégramme ministériel du 26 août 1939 ouvrant le droit de réquisitionner,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dans toute l'étendue des Etablissements français de l'Océanie, le droit de réquisition civile et militaire est ouvert, pour compter du 26 août 1939, conformément aux dispositions des décrets du 6 décembre 1938 et du 2 mai 1939 susvisés.

A cet effet, peuvent être requis par les autorités civiles et militaires, dans les conditions prévues aux lois et décrets susvisés : les personnes, les ressources et les biens existant dans la colonie.

Art. 2. — Le pouvoir de réquisitionner, dans les formes prévues aux lois et décrets susvisés, est délégué à M. Brunet (Jean), Chef du Service d'Administration Générale et des Finances.

Art. 3. — Sont désignés pour constater, dans la colonie : la validité, la régularité matérielle des créances, l'exécution complète des services envers l'Etat, pour certifier les mentions de prise en charge à l'inventaire, de mise en consommation et pour dater, certifier et arrêter en toutes lettres les réquisitions devant offrir la preuve des droits acquis aux créanciers de l'Etat, les chefs de service et agents désignés par l'arrêté n° 2023/a.g.f., du 10 novembre 1938, réglementant la liquidation des dépenses à la charge de la colonie.

Art. 4. — Le droit de réquisition sera fermé par arrêté local.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 août 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 841 co., rendant exécutoires des rôles principaux et supplémentaires de l'impôt des routes, de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe additionnelle du 10 % C. C., de la taxe sur les chiens, de la taxe sur les voitures, du droit fixe et supplémentaire sur les Asiatiques, de la taxe additionnelle de 5 % ordinaire et 5 % extraordinaire de la Commune de Papeete, de la taxe sur les armes pour les années 1937, 1938 et 1939.

(Du 29 août 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 591 c., du 19 juillet 1935 promulguant dans la Colonie le décret du 5 juin 1935, modifiant l'assiette de l'impôt foncier sur la propriété bâtie dans la Colonie ;

Vu l'arrêté n° 108 c. du 29 janvier 1936 promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935, instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt de la prestation rurale ;

Vu l'arrêté Municipal n° 87 du 6 janvier 1939 créant 5 centimes additionnels ordinaires et 5 centimes additionnels extraordinaires sur les patentes, la contribution foncière (propriété bâtie) le droit fixe et le droit supplémentaire à la patente à laquelle sont assujettis les Asiatiques étrangers dans la Commune de Papeete ;

Vu le décret du 7 avril 1939 portant approbation d'une délibération de la commission permanente des Délégations Economiques et Financières en date du 23 janvier 1939 relative au mode d'application du décret du 9 mai 1938 fixant le régime des armes et munitions dans les Etablissements français de l'Océanie suivi de la délibération susvisée (Arrêté de promulgation n° 397 c. du 21 avril 1939) ;

Vu les arrêtés n°s 1259 a.g.f., 1447 a.g.f. et 2171 a.g.f., des 29 décembre 1936, 28 décembre 1937 et 20 décembre 1938 approuvant le tarif des taxes locales pour les années 1937, 1938 et 1939 ;

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 24 août 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont rendus exécutoires les rôles principaux et supplémentaires pour les années 1937, 1938 et 1939 s'élevant à la somme de : *soixante-treize mille quatre cent vingt-trois francs quatre-vingt dix centimes*, savoir :

PERCEPTION DE PAPEETE

Rôle supplémentaire Ex. 1937. de Tahiti.

Patentes fixes.....	800 »
Patentes proportionnelles.....	273 33
Taxe additionnelle 10 % C. C.	107 33
Formules et avis.....	5 50

Total de la perception de Papeete ex. 1937..... 4.486 46

PERCEPTION DE BORABORA-MAUPITI

Rôle supplémentaire 1^{er} trimestre 1937.

Impôt des routes.....	50 »
Avis.....	0 25

Total de la perception de Borabora-Maupiti ex. 1937.... 50 25

PERCEPTION DES GAMBIE.

Rôle supplémentaire 1^{er} semestre 1937.

Impôt des routes.....	50 »
Avis.....	0 25

Total de la perception des Gambier. ex. 1937..... 50 25

PERCEPTION DE PAPEETE

Rôle supplémentaire Ex 1938. de Tahiti.

Propriété bâtie.....	60 »
Patentes fixes.....	1 175 »
Patentes proportionnelles.....	2.240 »
Taxe additionnelle 10 % C. C.	339 50
Formules et avis.....	5 75

Total de la perception de Papeete ex. 1938..... 3.800 25

PERCEPTION DE BORABORA-MAUPITI.

Rôle supplémentaire 4^{me} trimestre 1938.

Impôt des routes.....	300 »
Taxe sur les chiens.....	15 »
Avis.....	1 75

Total de la perception de Borabora-Maupiti ex. 1938... 346 75

PERCEPTION DES GAMBIE.

Rôle supplémentaire 1^{er} semestre 1938.

Patentes fixes.....	140 »
Formules et avis.....	5 25

Total de la perception des Gambier ex. 1938..... 145 25

COMMUNE DE PAPEETE.

Rôle supplémentaire du 2^{me} trimestre 1939.

Taxe sur les chiens.....	180 »
Avis.....	0 75

Total de la Commune de Papeete ex. 1939..... 180 75

PERCEPTION DE PAPEETE.

Rôle supplémentaire 2^{me} trimestre 1939 de Papeete et Tahiti.

Patentes fixes.....	21.950 81
Patentes proportionnelles.....	16.914 35
Taxe additionnelle 10 % C. C.	3.886 13
Taxe sur les voitures.....	640 »
Taxe sur les chiens.....	420 »
Droit fixe.....	1.140 »
Droit supplémentaire.....	6.512 31
Taxe addition. 10 o/o Com. Papeete	7.421 89
Taxe sur les armes.....	180 »
Formules et avis.....	442 50

Total de la perception de Papeete ex. 1939..... 59.204 99

PERCEPTION DE MAKATEA.

Rôle supplémentaire 2^{me} trimestre 1939.

Impôt des routes.....	200 »
Patentes fixes.....	225 »
Taxe sur les chiens.....	15 »
Avis.....	1 25

Total de la perception de Makatea. Ex. 1939..... 441 25

PERCEPTION DE RAIATEA-TAHAA.

Rôles supplémentaires 2^{me} trimestre 1939.

Propriété bâtie.....	579 50
Taxe sur les armes.....	45 »
Avis.....	0 75

Total de la perception de Raiatea-Tahaa ex. 1939.... 625 25

PERCEPTION DES GAMBIE. *Rôles principaux Ex. 1939.*

Impôt des routes.....	5.800 »
Patentes fixes.....	240 »
Patentes proportionnelles.....	260 »
Taxe sur les chiens.....	325 »
Droit fixe.....	40 »
Droit supplémentaire.....	600 »
Formules et avis.....	47 75

Total de la perception des Gambier ex. 1939..... 7.452 75

Total général..... 73.423 90

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 août 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 855 d.e.c.r., concernant la déclaration des stocks de certains produits.

(Du 2 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 18 août 1868 portant organisation de l'administration de la justice dans les Etablissements français de l'Océanie et notamment l'article 8 dudit décret visant la procédure de publication d'urgence ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi dans les colonies ;

Sur la proposition du Directeur du Service des Echanges commerciaux et du Ravitaillement ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 2 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Tout dépositaire, commissionnaire, entrepositaire ou vendeur de l'un des produits suivants :

Riz
Sucre
Thé
Viandes en conserves
Saumon en conserve
Beurre en boîte
Lait en boîte ou en poudre

est tenu de faire la déclaration des stocks de ce produit dont il est propriétaire avant le 4 septembre à 17 heures pour Tahiti et Moorea au Directeur du Service des Echanges commerciaux et du Ravitaillement (Service des Affaires Politiques et Economiques) et dans les archipels au Chef de la circonscription ou de poste.

Art. 2. — Sous réserve des mesures relatives aux réquisitions civiles ou militaires, tout embarquement d'un point quelconque de Tahiti à destination des îles ou archipels ou à toute autre destination est interdit sans une autorisation spéciale délivrée par le Directeur des Echanges commerciaux et du Ravitaillement pour compter de la même date.

Art. 3. — Tout dépositaire, entrepositaire ou commissionnaire qui ne livre pas directement l'un des produits ci-dessus visés à la consommation est tenu de déclarer toutes les ventes qu'il effectue à des détaillants, aux autorités visées à l'article précédent.

Art. 4. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues à l'article 10 du décret du 2 mai 1939 et à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 susvisés.

Art. 5. — Le présent arrêté sera exécutoire en la forme prévue par l'article 8 du décret susvisé du 18 août 1868.

Papeete, le 2 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 856 d.e.c.r., portant création d'une Commission d'importation-exportation à Papeete.

(Du 2 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'Instruction générale interministérielle du 15 février 1938 sur l'organisation du Service des Echanges commerciaux dans les territoires d'outre-mer relevant du Ministère des colonies ;

Vu l'arrêté n° 863 d.n., du 19 août 1938 portant organisation d'un Service des Echanges commerciaux et du Ravitaillement dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les prescriptions ministérielles du 26 août 1939 ;

Sur la proposition du Directeur des Echanges commerciaux et du Ravitaillement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est créé, à Papeete une Commission d'importation-exportation dont le champ d'actions s'étendra à l'ensemble des Etablissements français de l'Océanie fonctionnant dans les conditions de l'article 10 de l'Instruction générale interministérielle du 15 février 1938 susvisée.

Art. 2. — La Commission d'importation-exportation exercera son activité sous la direction, le contrôle direct et la responsabilité du Directeur des Echanges commerciaux et du Ravitaillement.

Art. 3. — Font partie de la Commission d'importation-exportation de Papeete :

1°) M. Tranchant,	Président ;
2°) M. Lemonnier, administrateur des colonies,	Vice-Président ;
3°) M. Spingler,	Membre expert ;
4°) M. Jacquemin,	Membre ;
5°) Sergent-chef Guilpain,	Secrétaire ;

Art. 4. — La Commission d'importation-exportation de Papeete commencera de fonctionner dès la mobilisation générale ou sur un ordre exprès adressé par le Gouverneur au Directeur du Service des Echanges commerciaux et du Ravitaillement et transmis au Président de ladite Commission.

Art. 5. — Le Directeur du Service des Echanges commerciaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera exécuté en la forme prévue par l'article 8 du décret sus-visé du 18 août 1868.

Papeete, le 2 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 858 c., nommant M. Giovannelli (Joseph) ingénieur adjoint de 2^{me} classe du cadre général des Ingénieurs météorologistes coloniaux, Chef du Service météorologique par intérim.

(Du 4 septembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 29 avril 1929 portant création d'un Service Météorologique colonial;

Vu le décret du 9 mai 1929 portant organisation du Cadre général du Service Météorologique aux colonies;

Vu le décret du 7 mai 1938 réorganisant le personnel du Service Météorologique colonial;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1936 affectant M. Giovannelli (Joseph) aux Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'appel sous les armes de M. Ravet (Jacques) Ingénieur météorologiste de 3^{me} classe, Chef de Service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — A compter du 1^{er} septembre 1939, M. Giovannelli (Joseph) ingénieur adjoint de 2^{me} classe du cadre général des Ingénieurs météorologistes coloniaux, assurera par intérim les fonctions de Chef du Service météorologique.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 861 d., portant remboursement de la somme de: cinquante neuf mille sept cent quarante six francs quarante trois centimes au profit de la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie.

(Du 4 septembre 1939)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 20 juillet 1932 réglementant le Service des Douanes dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu le décret du 30 novembre 1937 relatif au régime douanier de certains combustibles importés dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu le rapport du Chef du Service des Douanes;

Le Conseil Privé consulté le 2 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est autorisé le remboursement direct ou par réduction des liquidations en cours au profit de la C.F.P.O. de la somme de: Cinquante neuf mille sept cent quarante six francs quarante trois centimes, représentant les droits de Douane perçus par le Trésor sur de l'huile lourde de pétrole (fuel oil) réexportée pendant le 2^{me} trimestre et le mois d'août 1939:

Droits de Douane: 59.746,43.

Art. 2. — L'arrêté n° 842 d. du 29 août 1939 est annulé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 864 c., nommant une commission.

(Du 5 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 5 décembre 1935 relatif au recensement, au classement et à la réquisition des véhicules automobiles nécessaires aux besoins de l'armée;

Vu l'arrêté n° 746 c., du 28 juillet 1936 fixant les modalités d'application du décret susvisé, et notamment l'article 6;

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux Publics et des Mines,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La commission prévue par l'article 6 de l'arrêté 746 c. du 28 juillet fixant les modalités d'application du décret du 5 décembre 1935 relatif au recensement, au classement et à la réquisition des véhicules automobiles nécessaires aux besoins de l'armée, est composée ainsi qu'il suit:

MM. Breul, Chef du Service des Travaux Publics,	Président;
Spingler, Président de la Chambre de Commerce,	Membre;
Quesnot, Négociant,	—
Solari, Négociant,	—
Alfonsi, Subdivisionnaire des T. P.	Secrétaire.

Art. 2. — La dite commission se réunira sur la convocation de son Président.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 5 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 865 c., portant fixation de prix de base des véhicules automobiles susceptibles d'être réquisitionnés pour les besoins de l'armée.

(Du 6 septembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 5 décembre 1935 relatif au recensement, au classement et à la réquisition des véhicules automobiles nécessaires aux besoins de l'armée;

Vu l'arrêté n° 746 c., du 28 juillet 1936 fixant les modalités d'application du décret susvisé et notamment l'article 6;

Vu la décision n° 864 c. du 5 septembre 1939 nommant une Commission;

Vu l'avis de cette Commission en date du même jour,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les prix de base prévus par l'article 12 du décret du 5 décembre 1935 susvisé sont fixés ainsi qu'il suit:

A. — Camions de 3 tonnes à 4 t. 500 de charge utile (y compris accessoires).

	à essence	à huile
a) Châssis seul.....	65.000	85.000
b) Châssis avec plate-forme fixe.....	70.000	90.000
c) Châssis avec benne basculante.....	80.000	100.000
d) Châssis avec carrosserie pour le transport des passagers.....	80.000	100.000

Camions de 1 t. 800 à 3 tonnes de charge utile.

a) Châssis seul.....	42.000 fr.
b) avec plate forme fixe.....	46.000 fr.
c) avec benne basculante.....	54.000 fr.

B. — Camionnette à essence (carrosserie comprise),

a) de 400 à 600 kg. de charge utile.....	26.000 fr.
b) de 600 à 1 tonne —	33.000 fr.
c) au-dessus de 1 tonne jusqu'à 1 t. 500.....	35.000 fr.

C. — Voitures de tourisme.

a) de cylindrée comprise entre 1.400 et 2.000 cm3..	27.000 fr.
b) do. entre 2.000 et 3.000 cm3..	33.000 fr.
c) do. entre 3.000 et 4.000 cm3..	45.000 fr.
d) de cylindrée au dessus de 4.000 cm3.....	60.000 fr.

Ces prix comprennent les accessoires et ingrédients prévus par l'article 5 de l'arrêté n° 746 c. du 28 juillet 1936.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 868 a.g.f. réglementant les heures de travail dans les services de la Colonie.

(Du 7 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'ordre de mobilisation générale et l'état de guerre;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Jusqu'à nouvel ordre, les heures de travail dans les services, bureaux, ateliers et chantiers dont le personnel est rémunéré sur les fonds du budget local, sont fixées comme suit, sans augmentation de traitements, appointements ou salaires.

(de 7 heures à 11 heures 30

Services et bureaux (

(et de 13 heures 30 à 17 heures.

(de 6 heures à 11 heures

Ateliers et chantiers (

des travaux publics (et de 12 heures 30 à 17 heures.

L'heure de sortie du soir pourra être reportée à 18 heures par circulaire du Gouverneur et, dans chaque service, par ordre du chef de service selon les nécessités.

Art. 2. — Une permanence sera assurée, dans les services et bureaux, tous les dimanches et jours fériés, pendant les mêmes heures, par roulement du quart du personnel.

Art. 3. — Le bénéfice de la semaine anglaise est suspendu.

Art. 4. — Les heures supplémentaires ne seront acquises qu'au delà de trois cent trente heures de travail par mois.

Art. 5. — Tous les chefs de service ou de circonscription ou assimilés sont chargés de la stricte exécution du présent arrêté qui rapporte toutes dispositions antérieures réglementant les mêmes matières.

Papeete, le 7 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 869 a.g.f., accordant une avance sur pension.

(Du 7 septembre 1939)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928, modifié par celui du 10 mars 1936 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 créant une Caisse Intercoloniale de Retraites;

Vu l'arrêté n° 422 a.g.f., du 1^{er} mai 1939 admettant M. Teuirariihapaianuu a Pautu à faire valoir ses droits à pension;

Vu la dépêche n° 5693 du 23 juin 1939 du Bureau de Liquidation et de Concession de la Caisse Intercoloniale de Retraites;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Pour compter du 1^{er} mai 1939, il est alloué à titre d'avance sur pension à M. Teuirariihapaianuu a Pautu une allocation provisoire annuelle de *Deux mille quatre cents francs* (2.400 fr.).

Art. 2. — Ladite allocation, payable par trimestre et à terme échu, imputable au compte "Avances consenties aux fonctionnaires soumis au régime de la C.I.R.", sera repris lors de la liquidation définitive.

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 870 a.g.f., portant attribution du fonds global des subventions en faveur des Etablissements scientifiques pour l'année 1940.

(Du 7 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la circulaire n° 2004 du 24 août 1938;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le fonds global des subventions en faveur des Etablissements scientifiques à répartir par le Ministère des colonies sur proposition de la Commission compétente siégeant au Département et dont le montant pourra être imputé au budget local des Etablissements français de l'Océanie de l'exercice 1940, chapitre 14, est fixé à *Cinq mille francs* (5.000 fr.).

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 874 j., relative à une liste des personnes qualifiées pour exercer les fonctions de Magistrats intérimaires.

(Du 8 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 55 du décret du 22 août 1928 fixant le statut de la Magistrature Coloniale ;

Vu la délibération du Tribunal supérieur d'Appel, en date du 8 septembre 1939 ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La liste des personnes qualifiées pour exercer des fonctions de Magistrats intérimaires est arrêtée comme suit :

M. Faugerat (Alcide), Receveur de l'Enregistrement ;

M. Ahne (Frédéric), Adjoint des Services Civils ;

M. Hervé (François), ancien Administrateur de la Circonscription des Tuamotu.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 875 d.e.c.r., interdisant jusqu'à nouvel ordre toute hausse sur les loyers.

(Du 9 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les prescriptions ministérielles du 4 septembre 1939 relatives notamment à la fixation des prix et barèmes ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 8 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Jusqu'à nouvel ordre, toute hausse sur les prix pratiqués en août 1939 sur les loyers des maisons, habitations, locaux meublés ou non, terrains est interdite.

Art. 2. — Toute manœuvre, toute tentative de hausse sur les loyers en contravention des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus exposera ses auteurs aux peines prévues à l'article 471 du Code pénal.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 876 a.g.f., réglant provisoirement le cumul de la solde militaire avec les traitements ou appointements du personnel rémunéré sur les fonds du budget local de la colonie et mobilisé et modifiant, en faveur de ce personnel, les règles d'avancement et d'augmentation d'appointements.

(Du 9 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde du personnel colonial et l'arrêté n° 1068 a.g.f., du 29 octobre 1936, sur la solde du personnel local ;

Vu l'ordre de mobilisation générale applicable à compter du 2 septembre 1939 ;

Vu le radiotélégramme ministériel (Colonies), n° 42, du 3 septembre 1939 ;

Considérant qu'il convient de régler provisoirement la situation du personnel mobilisé, en attendant l'arrivée à la colonie du décret annoncé du 2 septembre 1939 ;

Vu la délibération des Délégations Economiques et Financières, en date du 6 septembre 1939, et le vote de l'approbation de principe d'un crédit de 160.000 frs. au titre de l'exercice 1939 et de 480.000 frs. au titre de l'exercice 1940, à ouvrir ultérieurement ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 8 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les fonctionnaires et agents des cadres généraux et locaux des Etablissements français de l'Océanie, rétribués sur les fonds du budget local de la colonie, et dont les emplois conduisent à pension de l'Etat au titre de la loi du 14 avril 1924 ou de la Caisse intercoloniale de retraites au titre du décret du 1^{er} novembre 1928, qui ont satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement ou de la loi sur l'inscription maritime, en ce qui concerne le service actif, continuent, lorsque, dans le cas de mobilisation, ils ont été appelés sous les drapeaux, à jouir, dans les conditions et dans les proportions ci-dessous indiquées aux articles deux, trois et quatre, du traitement civil qui est attribué à leur emploi.

Art. 2. — Le total du traitement civil maintenu et de la solde militaire ne pourra, en aucun cas, dépasser le chiffre du traitement civil soumis à retenue pour les fonctionnaires et agents définis à l'article précédent qui bénéficieraient dans l'armée active ou dans l'armée territoriale d'une solde mensuelle.

Art. 3. — Si, pour les fonctionnaires et agents visés à l'article deux, la solde militaire est inférieure au traitement civil, l'ordonnateur du budget local mandatera la différence entre le traitement et la solde.

Si, pour les mêmes fonctionnaires et agents, la solde militaire est égale ou supérieure au traitement civil, il ne leur sera mandaté aucun traitement par l'ordonnateur du budget local.

Art. 4. — Les fonctionnaires et agents définis à l'article premier qui ne bénéficieraient pas dans l'armée active ou dans l'armée territoriale d'une solde mensuelle, toucheront l'intégralité de leur traitement civil.

Art. 5. — En dehors des délégations qu'ils pourront consentir sur leurs soldes militaires, conformément aux règlements militaires, les fonctionnaires et agents désignés à l'article premier devront, s'ils sont chargés de famille, déléguer partie de leur traitement civil ou de la quote-part de leur traitement civil définie au premier alinéa de l'article 3, conformément aux règlements civils.

Les indemnités pour charges de famille, si elles ne sont pas mandatées avec la solde militaire, seront ordonnancées avec le traitement civil.

Art. 6. — Les fonctionnaires et agents rappelés sous les drapeaux en exécution de l'ordre de mobilisation générale ou d'un ordre individuel et appartenant à des cadres organisés par arrêté local bénéficieront, pendant toute la durée de leur présence sous

les drapeaux, d'un avancement de classe ou de grade au choix et par priorité, donné au minimum de temps dans leur cadre d'origine, si, toutefois, leur conduite militaire n'a donné lieu à aucun reproche.

Art. 7. — Les agents auxiliaires mariés, européens et indigènes des Etablissements français de l'Océanie, aux appointements annuels ou mensuels, dont les emplois répondent à des besoins permanents, et qui ne sont soumis ni au régime des pensions institué par la loi du 14 avril 1924, sur les pensions civiles et militaires de l'Etat, ni au régime de la Caisse intercoloniale de retraites créée par le décret du 1^{er} novembre 1928, rétribués sur les fonds du budget local de la colonie, qui ont satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement ou de la loi sur l'inscription maritime, en ce qui concerne le service actif, peuvent continuer, lorsque, dans le cas de mobilisation, ils ont été appelés sous les drapeaux, à jouir, dans les conditions et dans les proportions ci-dessous indiquées aux articles huit à dix, de partie des appointements civils attribués à leur emploi, à la condition d'en déléguer l'intégralité à leur femme.

Art. 8. — Le total des appointements civils maintenus et de leur solde militaire ne pourra, en aucun cas, dépasser : les deux tiers du chiffre des appointements civils, pour les agents définis à l'article précédent qui bénéficieraient dans l'armée active ou dans l'armée territoriale d'une solde militaire mensuelle, s'ils sont mariés et père de trois enfants vivants, au moins ; la moitié du chiffre des appointements civils, pour les mêmes agents, s'ils sont mariés et père de moins de trois enfants vivants ; le quart du chiffre des appointements civils, pour les mêmes agents, s'ils sont mariés sans enfant.

Art. 9. — Si, pour les agents visés à l'article huit, la solde militaire est inférieure aux deux tiers, à la moitié ou au quart des appointements civils, selon l'un des cas prévus à l'article précédent, l'ordonnateur du budget local mandatera la différence entre partie des appointements et la solde.

Si, pour les mêmes agents, la solde militaire est égale ou supérieure aux deux tiers, à la moitié ou au quart des appointements civils, selon l'un des cas prévus à l'article précédent, les appointements civils ne seront pas mandatés par l'ordonnateur du budget local.

Art. 10. — Les agents définis à l'article 7 qui ne bénéficieraient pas dans l'armée active ou dans l'armée territoriale d'une solde mensuelle, toucheront l'intégralité : des deux tiers, de la moitié ou du quart des appointements civils, selon l'un des cas prévus à l'article huit.

Art. 11. — Pour l'application des dispositions des articles sept à dix, les agents auxiliaires non mariés, reconnus soutiens de famille, peuvent continuer, lorsque dans le cas de mobilisation, ils ont été appelés sous les drapeaux, à jouir, de partie des appointements civils attribués à leur emploi, à la condition d'en déléguer l'intégralité à la personne chargée de l'entretien de leurs enfants, le cas échéant, ou à une personne de leur choix s'ils n'ont pas d'enfants, et sauf déduction des sommes perçues au titre allocations militaires.

Ces agents ou leurs ayants-cause, devront justifier la charge, enfants compris, le cas échéant : de quatre personnes, au moins, pour prétendre aux deux tiers de leurs appointements civils ; de trois ou deux personnes pour prétendre à la moitié de leurs appointements civils et d'une personne pour prétendre au quart de leurs appointements civils.

Art. 12. — Les agents auxiliaires, mariés ou non, rappelés sous les drapeaux en exécution de l'ordre de mobilisation générale ou

d'un ordre individuel, bénéficieront, pendant toute la durée de leur présence sous les drapeaux, d'une augmentation d'appointements par priorité, effective ou pour ordre, donnée au minimum de temps de deux ans, si, toutefois, leur conduite militaire n'a donné lieu à aucun reproche.

Art. 13. — Le présent arrêté est, vu l'urgence, applicable sans délai et à compter du deux septembre 1939.

Art. 14. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 881 a.g.f., transférant, jusqu'à nouvel ordre, délégation de pouvoir.

(Du 11 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les arrêtés n°s 622 a.g.f. et 519 a.g.f. des 10 juin 1938 et 1^{er} juin 1939, donnant délégation de pouvoir à M. Brunet (Jean) Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les délégations de pouvoir données à M. Brunet (Jean) Chef du Service d'Administration Générale et des Finances, par les arrêtés susvisés n°s 622 a.g.f. et 519 a.g.f. des 10 juin 1938 et 1^{er} juin 1939, sont, jusqu'à nouvel ordre, transférées à M. Crève-Cœur (Maurice) Chef du bureau des Finances.

Art. 2. — M. Crève-Cœur fera précéder sa signature de la mention : "Le Gouverneur, par délégation, le Chef du bureau des Finances".

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 884 a.p.e., admettant le nommé Yerabeck Ottmar à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

(Du 11 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, titres 1 et 2, promulguée dans la Colonie par arrêté du 9 décembre suivant ;

Vu la dépêche ministérielle du 4 juin 1887, relative à l'application aux colonies de la loi sus-visée ;

Vu l'avis émis par la Commission de surveillance des prisons ;

Sur la proposition du Chef du Service des Affaires Politiques et Economiques,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le nommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Yerabeck Ottmar condamné le 2 mai 1939 en matière correctionnelle pour vol commis le 23 avril 1939 à six mois de prison.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise à l'intéressé d'un permis de libération, il sera mis en liberté et pourra y être laissé jusqu'à l'expiration de sa peine.

Art. 2. — Il fera connaître la localité où il désire se fixer et devra s'y rendre sans retard.

Toutes les fois qu'il aura l'intention de changer de domicile, il en avisera préalablement le Chef du Service de la Sureté. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale ne le prescrive.

Art. 3. — Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré à l'intéressé par un arrêté, soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infraction aux conditions auxquelles est subordonné son maintien en liberté.

Dans ce cas, le nommé Yerabeck Ottmar sera réintégré à la prison pour toute la durée de sa peine non écoulée au moment de sa libération.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 886 a.g.f., relatif au recrutement du personnel civil auxiliaire nécessaire aux besoins des services de l'Etat pendant la durée de la guerre.

(Du 12 septembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret, du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi, du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du Ministre des colonies, notamment les dispositions du titre V dudit décret, promulgué dans la Colonie par arrêté n° 675 c., du 6 juillet 1939, (J.O. local du 15 juillet 1939, page 272);

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939, fixant le statut du personnel auxiliaire;

Vu l'ordre de mobilisation générale du 2 septembre 1939 et l'état de guerre;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le personnel civil auxiliaire subalterne nécessaire aux besoins des services de l'Etat pendant la durée de la guerre, est recruté sur place, dans les seules conditions et exclusivement aux appointements de base prévus par les dispositions des articles six à treize de l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939, approuvé par dépêche ministérielle n° 1572 s., du 5 juillet 1939.

Art. 2. — A capacité égale, seront recrutées par priorité :

1^o - les femmes de mobilisés restées sans ressources; 2^o - les personnes appartenant aux familles de mobilisés restées sans ressources, jusqu'au 3^e degré de parenté, inclus, avec, dans chaque cas, préférence en faveur des familles les plus nombreuses.

Art. 3. — Peut intervenir à un degré d'appointements autre que celui de base d'une des quatre premières catégories d'auxiliaires

prévues par l'article 11 de l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939, la nomination à une fonction nouvelle comportant un poste de direction, sans pouvoir en aucun cas, dépasser les appointements d'un agent auxiliaire de 1^{re} catégorie - 1^{er} degré.

Art. 4. — Le personnel civil salarié à la journée, nécessaire aux besoins des services de l'Etat pendant la durée de la guerre, est recruté sur place aux conditions suivantes :

a) manœuvres non spécialisés.....	15 frs par jour
b) manœuvres spécialisés.....	20 » » »
c) conducteurs de véhicules automobiles...	25 » » »
d) ouvriers ordinaires.....	30 » » »
e) ouvriers qualifiés.....	35 » » »
f) chefs de chantiers.....	45 » » »

Art. 5. — Le présent arrêté, exécutoire vu l'urgence à compter du 2 septembre 1939, sera soumis à l'approbation du Ministre des colonies.

Art. 6. — Les Chefs de Cabinet, du Service d'Administration Générale et des Finances et des Travaux Publics sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 887 a.p.e., modifiant certaines dispositions des lois indigènes des Iles Rurutu et Rimatara concernant notamment la repression de l'alcoolisme.

(Du 12 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents.

Vu le décret du 6 mars 1877 rendant applicable le Code pénal-métropolitain dans les E.F.O.;

Vu le décret du 27 juin 1877 portant organisation de l'indigénat dans l'archipel des Iles Sous-le-Vent;

Vu le décret du 17 septembre 1897 portant organisation de la Justice aux Iles Sous-le-Vent;

Vu le décret du 28 octobre 1908 interdisant dans la Colonie la fabrication de toutes boissons fermentées;

Vu le décret du 21 novembre 1933 réorganisant la Justice dans les E.F.O.;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1900 approuvant la codification des lois indigènes de Rurutu-Rimatara;

Vu l'arrêté du 9 juin 1917 modifiant les lois indigènes de Rurutu-Rimatara;

Vu le rapport n° 60 du 3 juillet 1939 du Chef de poste des Iles Australes;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 12 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La base sur laquelle est fixé en monnaie française le taux des amendes et dommages-intérêts arrêté en piastres dans les lois codifiées des Iles Rurutu et Rimatara précédemment calculée à raison de 2 francs par piastre en application de l'arrêté du 9 juin 1917 modifiant les dites lois, sera désormais calculée à raison de 8 francs par piastre.

Art. 2. — Tout individu trouvé consommant de l'alcool ou en état d'ivresse dans un lieu public sera puni de 15 francs d'amende. En cas de récidive dans les six mois de la condamnation, la peine

sera d'une amende de 15 francs et d'un emprisonnement de 5 jours.

Art. 3. — La fabrication de toutes boissons fermentées et la vente de ces boissons est interdite dans les îles Rurutu-Rimatara, conformément aux articles 1 et 2 du décret du 28 octobre 1908 susvisé.

Les juges indigènes de Rurutu et de Rimatara sont habilités à appliquer aux auteurs des infractions à ces dispositions et à leurs complices les sanctions prévues aux articles 1 à 4 du même décret.

Art. 4. — La loi XXIII des lois codifiées de Rurutu-Rimatara est abrogée.

Art. 5. — Le Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 888 c. portant nomination de M. Fuller (Francis) en qualité d'agent auxiliaire des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 12 septembre 1939)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 85 a.g.f. du 28 février 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la demande d'emploi et le dossier complet de candidature de M. Fuller (Francis) ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Fuller (Francis), titulaire du Brevet élémentaire local est nommé agent auxiliaire des Etablissements français de l'Océanie aux appointements annuels de 7.800 francs pour compter du 11 septembre 1939.

Art. 2. — Pour compter de la même date, M. Fuller (Francis) est affecté à la circonscription administrative des Îles Australes et mis à la disposition du Chef de la circonscription.

Il rejoindra son poste par première occasion.

Art. 3. — Pour toute la durée de son séjour effectif aux Îles Australes, les appointements annuels de M. Fuller (Francis) sont portés à 10.200 francs.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 889 j., nommant M. Ahnne (Frédéric), Adjoint des Services civils, Juge-suppléant par intérim.

(Du 12 septembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la Magistrature Coloniale ;

Vu la décision n° 874 j. en date du 8 septembre 1939 établissant

la liste des personnes qualifiées pour remplir, par intérim, des fonctions judiciaires ;

Vu la délibération du Tribunal supérieur d'Appel, en date du 9 septembre 1939, désignant M. Ahnne Frédéric, en qualité de Juge-suppléant par intérim, en remplacement de M. Le Roux qui exerce actuellement les fonctions intérimaires de Président du Tribunal de première instance ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Ahnne (Frédéric), Adjoint des Services civils est nommé à dater de ce jour, Juge-suppléant par intérim, dans le ressort du Tribunal supérieur d'Appel des Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Avant d'entrer en fonctions M. Ahnne (Frédéric) prêter le serment prescrit par la loi.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 891 d., fixant le cours officiel des changes pour la conversion en francs du montant des factures libellées en monnaies étrangères, présentées pour l'application des droits ad valorem perçus à l'entrée dans la Colonie.

(Du 13 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 2 juin 1932 relatif à la fixation du cours officiel des changes ;

Vu la proposition du Chef du Service des Douanes ;

Le Conseil Privé consulté le 12 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La conversion en francs du montant des factures libellées en monnaies étrangères, présentées à la Douane à l'appui des déclarations concernant les marchandises ayant à acquitter les droits ad valorem perçus, à l'entrée dans les Etablissements français de l'Océanie, sera effectuée suivant les cours ci-après :

Grande-Bretagne	Livre 175 20
Nouvelle-Zélande	" 141 20
Australie	" 140 50
Etats-Unis	Dollar 43 70

Art. 2. — Les mêmes cours seront suivis pour la perception des autres taxes locales basées sur ces monnaies.

Art. 3. — Au cas où dans le courant du mois les monnaies varieraient dans un sens ou dans l'autre de 5 % de leur valeur, le Chef du Service des Douanes sera tenu, après consultation de la Commission prévue, de soumettre une nouvelle base de conversion à l'agrément du Gouverneur.

Art. 4. — Le Chef du Service des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 892 j., réglementant la mise sous séquestre provisoire des biens de toute nature appartenant à des ressortissants de l'Allemagne.

(Du 13 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la Colonie ;

Vu les articles 7 et 8 du décret du 18 août 1868 relatifs aux modes de publication dans la Colonie des lois, décrets et arrêtés ;

Vu l'état de guerre existant entre la France et l'Allemagne ;

Vu le télégramme ministériel n° 53 en date du 9 septembre 1939 ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 12 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Tous les biens meubles ou immeubles, de quelque nature qu'ils soient, appartenant à des ressortissants de l'Etat allemand, seront placés provisoirement sous séquestre. La mise sous séquestre aura lieu par ordonnance du Président du Tribunal de 1^{re} Instance, rendue à la requête du Procureur de la République.

Exceptionnellement, le linge de corps, les vêtements et les objets strictement personnels, appartenant à des ressortissants de l'Allemagne, pourront être laissés à ceux-ci. Cette tolérance ne pourra être accordée que sur avis conforme du Président du Tribunal de 1^{re} Instance.

Art. 2. — Aussitôt sa nomination, l'Administrateur séquestre, désigné en application de l'article précédent, dressera un inventaire détaillé de tous les biens placés sous séquestre dans la huitaine à dater de sa nomination ; il adressera au Parquet copie dudit inventaire, accompagnée d'un rapport sommaire.

Art. 3. — Les biens placés sous séquestre devront être conservés en nature ; leur vente ne pourra être autorisée qu'à titre exceptionnel par ordonnance du Président du Tribunal de 1^{re} Instance.

Art. 4. — Toutes sommes reçues par l'Administrateur séquestre devront être par lui immédiatement versées à un compte spécial de séquestre ouvert à la Caisse des Dépôts et Consignations. Les retraits de fonds qui pourront être nécessaires ne seront effectués que suivant ordonnance du Président du Tribunal, après avis du Procureur de la République.

Art. 5. — Tous détenteurs, à un titre quelconque, tous gérants, gardiens ou surveillants de biens mobiliers ou immobiliers, appartenant à des ressortissants de l'Etat allemand, tous dépositaires ou débiteurs de sommes, valeurs ou objets de toute nature, envers les dits sujets, doivent en faire la déclaration.

La déclaration prévue au paragraphe précédent sera reçue, en ce qui concerne Tahiti et Moorea, dans un délai de huit jours à compter de la publication du présent arrêté, par le Procureur de la République ou un officier de Police judiciaire désigné par lui ; en ce qui concerne les autres circonscriptions administratives, dans un délai d'un mois, par chacun des chefs de ces circonscriptions.

La déclaration ci-dessus prévue est reçue sous forme de procès-verbal signé du déclarant et du magistrat ou de l'officier de Police judiciaire qui le reçoit.

Toutes les déclarations faites à des fonctionnaires autres que le Procureur de la République devront être immédiatement transmises à ce magistrat.

Art. 6. — Le présent arrêté deviendra exécutoire, vu l'urgence, dès son affichage, conformément aux dispositions de l'article 8 du décret du 18 août 1868 susvisé.

Papeete, le 13 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES.

1. — *Par décision n° 851 du 2 septembre 1939.* — Il est alloué, à titre de subventions, aux organismes suivants :

Sur les crédits du chapitre 14

Six mille francs (6.000 fr.) à la Société des Etudes Océaniques ;

Cinq mille » (5.000 fr.) au Radio Club Océanien ;

Cinq mille » (5.000 fr.) au Syndicat d'Initiative de Tahiti ;

Deux mille » (2.000 fr.) à l'Office Colonial des Mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation des Etablissements français de l'Océanie ;

Sur les crédits du chapitre 10

Deux mille francs (2.000 fr.) à l'Association hippique de Tahiti ;

En application de l'arrêté n° 792 s.g., du 16 octobre 1931, la subvention accordée à la Chambre de Commerce des Etablissements français de l'Océanie comme participation de la Colonie dans les dépenses de fonctionnement des cours d'enseignement professionnel est fixée, pour l'année 1939, à Douze mille francs (12.000 fr.).

Cette subvention sera mandatée sur les crédits du chapitre 11.

* * *

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE.

1. — *Par décision n° 866 du 6 septembre 1939.* — La démission de M. William Richmond est acceptée à compter du 1^{er} août 1939.

A compter de cette même date M. Tuaora a Fareata est nommé Chargé de la Poste à Kaukura. Il percevra en cette qualité une solde annuelle de 300 francs exclusive de toute indemnité.

2. — *Par décision n° 872 du 7 septembre 1939.* — Est acceptée, pour compter du 1^{er} avril 1939, la démission de ses fonctions de mutoi et gardien de phare de Hikueru (Tuamotu) offerte par M. Matagi a Hau.

M. Punua a Teiho est nommé mutoi et gardien de phare du district de Hikueru (Tuamotu) à compter de la même date.

Il percevra à ce titre des appointements annuels de Mille deux cent quatre vingt quatre francs (1.284 fr.) soit 900 francs en qualité de mutoi et 384 francs en qualité de gardien de phare.

2. — *Par décision n° 890 du 13 septembre 1939.* — Pour compter du 1^{er} septembre 1939 les appointements de M. Colombel Tetushitiaa, auxiliaire du Service local, sont fixés à 17.000 francs par an.

* * *

ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 880 du 9 septembre 1939.* — M^{lle} Viénot Paule titulaire du B.E. métropolitain et du C.A.P. partie écrite est nommée en qualité d'institutrice stagiaire à l'Ecole Communale de Paofai.

La présente décision prendra effet à compter du 1^{er} septembre 1939 et sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

* * *

SANTÉ.

1. — Par décision n° 867 du 6 septembre 1939. — En outre de ses fonctions actuelles, le Médecin-capitaine de Curton est chargé du Service médical de la Marine en Océanie.

ACTE MUNICIPAL

COMMUNE MIXTE D'UTUROA

ARRÊTÉ n° 13, donnant à M. Passard (Charles) délégation des pouvoirs de l'ordonnateur du Budget de la Commune-mixte d'Uturoa.

(Du 17 août 1939).

L'ADMINISTRATEUR-MAIRE DE LA COMMUNE MIXTE D'UTUROA,

Vu le décret du 17 décembre 1931 créant et organisant la Commune-mixte d'Uturoa ;

Vu l'arrêté du 29 avril 1932 déterminant le régime financier de la Commune-mixte d'Uturoa, et notamment l'article 16 ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 1935 désignant M. Passard (Charles) pour suppléer l'Administrateur-Maire en cas de besoin,

ARRÊTE :

Article. 1^{er}. — En l'absence de l'Administrateur-Maire et de son Adjoint, tous deux appelés à la session ordinaire des Délégations Economiques et Financières, délégation des pouvoirs de l'Ordonnateur du Budget municipal est donnée à M. Passard (Charles), chargé de suppléer l'Administrateur-Maire dans les conditions déterminées à l'article 3 du décret du 17 décembre 1931, susvisé.

Art. 2. — Délégation des pouvoirs de l'ordonnateur est également donnée à M. Passard (Charles), pour les opérations constatées hors budget.

Art. 3. — M. Passard fera précéder sa signature de la formule « pour l'Administrateur-Maire empêché et par délégation ».

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Uturoa, le 17 août 1939.

PERRIN.

APPROUVÉ :

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

AVIS OFFICIEL

AVIS

Un concours pour 24 emplois de Commis des Services Civils et pour 35 adjoints a été prévu pour les 21, 22 et 23 novembre 1939, dans les conditions fixées par le décret du 7 mai 1938 et les arrêtés du 21 mai 1938.

PARTIE NON OFFICIELLE

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois d'Août 1939.

ENTRÉES

2. Cotre français *Potii Rercura*, de 13 tonnes.

2. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonnes.
2. Cotre français à voiles, *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonnes.
3. Cotre français à moteur *Haupeeaterai*, de 26 tonnes.
3. Cotre français *Maruhiri*, de 12 tonnes.
4. Cotre français à voiles *Tevaiora*, de 11 tonnes.
5. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonnes.
5. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
5. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonnes.
5. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonnes.
7. Yacht britannique *Lorna D.*, de 28 tonnes.
8. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonnes.
8. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonnes.
9. Cotre français *Tairapa*, de 16 tonnes.
9. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonnes.
9. Vapeur français *Ville d'Amiens*, de 6.975 tonnes.
12. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 tonnes.
12. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonnes.
12. Aviso français *Dumont d'Urville*, de 2.000 tonnes.
12. Goélette britannique à moteur *Tagua*, de 204 tonnes.
12. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonnes.
14. Navire à moteur *Aito*, de 53 tonnes.
14. Vapeur français *Commissaire Ramel* de 10.061 tonnes.
15. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti* de 50 tonnes.
16. Yacht britannique *Caplin*, de 10 tonnes.
17. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonnes.
17. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonnes.
18. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonnes.
18. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonnes.
19. Motor-ship britannique *Cape Horn*, de 5.642 tonnes.
20. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonnes.
20. Motor-ship français *Hiro* de 183 tonnes.
20. Goélette française à moteur *Tamara* de 94 tonnes.
21. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
21. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 tonnes.
22. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonnes.
23. Cotre français *Tamarii Auura*, de 17 tonnes.
23. Motor-ship britannique *Limerick*, de 8.724 tonnes.
23. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonnes.
24. Cotre français *Maruhiri*, de 12 tonnes.
24. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonnes.
25. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonnes.
26. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonnes.
26. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonnes.
26. Cotre français *Teatatera*, de 12 tonnes.
27. Cotre français à voiles *Maria no te hau*, de 10 tonnes.
27. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonnes.
30. Cotre français *Potii Rercura*, de 13 tonnes.
30. Cotre français *Tamarii Maareva*, de 22 tonnes.
30. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonnes.
31. Goélette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 tonnes.
31. Cotre français à voile *Tevaiora*, de 11 tonnes.
31. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
31. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonnes.

SORTIES

- 1^{er}. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonnes.
- 1^{er}. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonnes.
- 1^{er}. Motor-Ship français *Hiro*, de 183 tonnes.
- 1^{er}. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
- 1^{er}. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonnes.
2. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonnes.
2. Croiseur britannique, *Leander*, de 7.030 tonnes.
2. Goélette française à moteur *Manureva*, de 79 tonnes.
2. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonnes.
2. Goélette française à moteur *Tamara*, de 94 tonnes.
3. Yacht britannique, *Caplin*, de 10 tonnes.

4. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
8. Cotre français à moteur *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
9. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
9. Cotre français *Tevaiora*, de 11 tonneaux.
9. Cotre français à voiles *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
9. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonneaux.
10. Vapeur français *Ville d'Amiens*, de 6.976 tonneaux.
12. Yacht américain *Seven Seas*, de 25 tonneaux.
12. Cotre français *Tuirapa*, de 16 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
14. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
15. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
16. Vapeur français *Commissaire-Ramel*, de 10.061 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
17. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
17. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
18. Navire français à moteur *Ailo*, de 53 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
20. Motor-ship britannique *Cape Horn*, de 5.642 tonneaux.
20. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
22. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
22. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonneaux.
22. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
22. Motor-Ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
24. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella* de 42 ton.
25. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
25. Motor-ship britannique *Limerick*, de 8.724 tonneaux.
26. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
26. Cotre français *Tamarii Auura*, de 17 tonneaux.
26. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
26. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
27. Cotre français *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
29. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.

30. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
30. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
30. Goélette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 ton.
31. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
31. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
31. Cotre français *Teatitere*, de 12 tonneaux.
31. Yacht britannique *Caplin*, de 10 tonneaux.

ANNONCES DIVERSES

Concours financier, technique et commercial à Entreprises minières intéressantes. Société de Gérance Immobilière et Agricole. 155 Boulevard Haussmann, Paris.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

TAHITI ET SES ARCHIPELS

PRIX BROCHÉ : 12 francs.

PROCÈS-VERBAUX

des Délégations Economiques et Financières.

SESSIONS ORDINAIRES 1933, 1934, 1935, 1936, 1937 ET 1938.

PRIX BROCHÉS : ANNÉE 1933 : 20 francs.

— — ANNÉE 1934 : 25 francs.

— — ANNÉE 1935 : 20 francs.

— — ANNÉE 1936 : 30 francs.

— — ANNÉE 1937 : 25 francs.

— — ANNÉE 1938 : 30 francs.

BERGER

MIDI... 7 HEURES... L'HEURE DU BERGER